

UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAIA



Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion
Département des Sciences Economiques

MEMOIRE

En vue de l'obtention du diplôme de
MASTER EN SCIENCES ECONOMIQUES

Option :

Economie Quantitative

L'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique en Algérie

Préparé par :

- M^{elle} : TADJEMOUDI Haizia
- M^{elle} : GHACHOUCHE Leila

Dirigé par :

Mr :KACI Boualem

Jury :

Examineur 1 :MAHOU

Examineur 2 :AIT BARA

Année universitaire : 2019/2020

Remerciements

Avant tous, nous remercions dieu le tout puissant de nous avoir accordé santé, courage et patience pour accomplir ce travail.

Nos plus vifs remerciements sont adressés à monsieur KACI Boualem qui nous a fait l'honneur et le privilège de bien vouloir nous encadrer et pour ses orientations, ses conseils qui nous ont beaucoup aidé pour la réalisation de cette recherche.

Nous sommes également reconnaissants envers toutes les personnes qui ont contribué de près ou loin à la réalisation de ce projet de fin de cycle.

Haizia & Leila

Dédicace

Je dédie ce travail à tout ma familles surtout ma mère, que dieu la garde pour moi, à mon très cher père qui ma toujours soutenu, à ma sœur samra, à mes frères oualid et bilal, mon fiancé sami qui est toujours à côté de moi et qui m'a aidé trop sans oubliermes chère(s) amie(s).

Haizia.

Je tiens à dédier ce travail à mes chers parents, qui sont toujours présents à coté et qui mont toujours soutenu, mes frères et sœurs.

Leila.

Liste abrégation

NEI	Nouvelle Economie Institutionnelle
FMI	Fond Monétaire International
ONS	Office National des Statistique
BM	Banque Mondiale
OGB	Oxford business group
PIB	Produit Intérieure Brute
PME	Petites Moyennes Entreprise
PSRE	Programme de Soutien à la Relance Economique
USD	United StatesDollar
PCSC	Soutien à la croissance
HH	Hors Hydrocarbure
PIH	Produit Intérieur Brut par Habitant
INST	Qualité des institutions
ABFF	L'accumulation Brute des Fonds Fixes
TCH	Taux de Change
PO	Population Occupée
ADF	Test de Dickey Fuller Augmenté
AIC	Critère D'AKAIKE
DF	Test de Dickey Fuller
DS	Différence Stationary
N	Niveau d'emploi
N	Nombre d'observations
P	Nombre de retards
SCR_c	Somme des Carrées des résidus du modèle contraint
SCR_{nc}	Somme des Carrées des résidus du modèle non contraint
T	Indice de temps
T	Statistique de student
Tab	Trend stationary(processus stationnaire)
U	Taux d'imposition
VAR	Vecteur Auto Régressif
VECM	Modèle Vectoriel à Correction d'Erreur

Sommaire

Sommaire

Introduction générale.....	1
Chapitre 01 : Aspects théorique relatifs aux institutions et à leurs impacts sur la croissance économique	
Section 1 : la nouvelle économie institutionnelle et son apport.....	4
Section 2 : institution et croissance économique.....	13
Chapitre 02 : la qualité des institutions en Algérie	
Section 1 : la qualité des institutions économiques.....	23
Section 2 : la qualité des institutions politiques.....	28
Section 3 : la croissance économique en Algérie.....	34
Chapitre 03 : étude économétrique d'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique en Algérie	
Section 1 : présentations des instruments statistiques utilisées.....	42
Section 2 : variable et donnée utilisés.....	50
Conclusion générale	68
Bibliographie	
Annexes	

Introduction générale

Introduction générale

Expliquer les écarts types de croissance et de développement au niveau mondial constitue l'une des tâches centrales des économistes. Selon les propos mêmes de Robert E. Lucas(1988), il est difficile de penser à autre chose une fois que l'on a pris conscience de ces écarts. Il est de plus en plus admis parmi les économistes que les différences constatées au niveau mondial doivent être expliquées non pas tant par l'accumulation quantitative des facteurs de production (capital humain et physique) que par les institutions qui organisent l'utilisation des ressources. Les institutions sont en effet devenues à la mode, notamment suite aux travaux de Douglas C.

L'analyse économique des institutions fut marquée au début du XX^e siècle par des travaux classés généralement comme étant hétérodoxes, tels que ceux de Veblen, Mitchell et Commons. A partir des années 1970, L'économie institutionnelle va se renouveler sous l'impulsion de nouveaux travaux que l'on regroupe de nos jours, sous l'appellation de la Nouvelle Economie Institutionnelle, et parmi lesquels on trouve ceux de Coase, North, Williamson. La Nouvelle Economie Institutionnelle consiste en un développement des outils néoclassiques pour l'analyse du rôle des institutions dans la coordination et la réalisation des activités économiques (North, 1993 ; Williamson, 2000)

Le rôle des institutions est de plus en plus évoqué (Douglass North, Dani Rodrik ou William Easterly 1998), comme élément clé pour la croissance, notamment, sous les aspects : protection des droits de propriété, structures de réglementation, qualité et indépendance de l'institution judiciaire et compétence bureaucratique. C'est ainsi un grand nombre d'étude économiques réalisées ces dernières années suggèrent que les institutions sont vitales pour le développement et la croissance économique.

Un nombre important de chercheurs s'accorde pour désigner la qualité des institutions comme étant le principal déterminant des différences entre les pays en termes de niveau de développement économique. Cependant, le débat est loin d'être fini. Certains trouvent que ce sont les institutions qui agissent sur la croissance des pays. Pour d'autres, il faut d'abord atteindre un seuil critique de croissance, même dans le cadre de mauvaises institutions, avant de pouvoir se développer.

La qualité des institutions en Algérie comme principale vecteur et garantie de mise en œuvre optimale des facteurs de production dans l'optique d'une indispensable diversification de l'économie

L'Algérie étant un grand pays en termes de superficie avec diverses ressources naturelles (hydrocarbure, énergie solaire) et un climat variant dans les quatre coins du pays. Sans remettre en cause aussi la ressource humaine qu'elle détient, ainsi sa population est principalement constituée de près de 70% de moins de 25 ans, le considérant comme étant un peuple jeune, motivé et créatif, qui peut certainement apporter une croissance et un développement. Malgré cela la croissance économique en Algérie demeure faible et dépendante des ressources naturelles (rente pétrolière). Et depuis l'échec de la stratégie d'industrialisation dans les années 1970, aucune politique efficace n'a été menée pour construire une économie diversifiée et indépendante des hydrocarbures. Dans ce contexte l'étude de la qualité des institutions algériennes peut contribuer à l'explication de ce paradoxe. Donc, nous nous demandons ***quel est l'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique en Algérie ?***

Le problème ainsi posé, nous amène à approfondir notre recherche tout en essayant de répondre aux questions secondaires suivantes :

- Comment les institutions influent sur la croissance et le développement ?
- Quelle est la qualité des institutions économiques et politiques en Algérie ?
- Est-ce que les institutions est un facteur fondamental de la croissance en Algérie ?

Après avoir réalisé des recherches préliminaires, l'hypothèse que nous pouvons émettre à l'égard de notre problématique est suivante :

Hypothèse 1 : les institutions économiques et politiques sont à l'origine des faibles taux de croissance enregistrés en Algérie.

Hypothèse 2 : La faible qualité institutionnelle qui caractérise le climat des affaires en Algérie a entraîné des comportements de recherche de rente et a entravé toute initiative d'investissement productif. Ce phénomène a affaibli la croissance économique en Algérie.

La démarche préconisée pour apporter quelques éléments de réponses aux questions ainsi posées, consiste dans un premier temps à faire une recherche bibliographique sur notre sujet. En second lieu , notre investigation prendra une autre voie en élaborant un modèle économétrique de la fonction du PIB de l'économie algérienne pour la période allant de 1991 à 2018 sur une base des données de l'office national des statistiques (ONS) et de la Fondation Héritage par l'utilisation du modèle VAR.

Ce travail est structuré en trois chapitres. Nous abordons dans le premier chapitre les institutions et la croissance économique. Ce chapitre est composé de deux sections. Nous présentons dans la première section la nouvelle économie institutionnelle et son apport (présentation du courant, définition, les institutions et les organisations). Dans la deuxième section nous allons essayer de comprendre le rôle des institutions dans la croissance économique.

Le deuxième chapitre sera consacré à la qualité des institutions en Algérie. Ce chapitre est partagé en trois principales sections. Les institutions économiques et les institutions politiques algériennes sont traitées dans les deux premières sections, tandis que la troisième section sera consacrée à la croissance économique en Algérie.

Enfin, le troisième chapitre est réservé à la présentation d'un essai de modélisation de l'impact des institutions sur la croissance économique en Algérie. Dans ce chapitre nous allons donner une présentation théorique du modèle à estimer et présenter les variables retenues pour notre modèle et puis nous allons procéder à l'estimation économétrique.

Chapitre I
Aspect théorique relatif aux institutions
et à leur impact sur la croissance économique

Introduction :

Jusqu'aux années 1970, les institutions ont été négligées et traitées comme une simple donnée (une variable exogène), tant par le courant néoclassique que par le monétarisme. Cet intérêt pour les institutions a commencé vers les années 1980 avec l'émergence de la Nouvelle Economie Institutionnelle (NEI), et sa position et sa position au cœur de l'explication de la différence de niveaux de développement entre les pays. Dans les années 1990, en s'inspirant des travaux de Douglass C. North, lui aussi prix Nobel (1993), les institutions internationales telles que la Banque Mondiale et FMI se sont intéressées au rôle des institutions et les ont intégrées au centre de leurs stratégies d'aide au développement. Cela, après les échecs des ajustements structurels dans la stimulation des économistes des pays, sur plusieurs décennies.

Ce chapitre est structuré en deux sections. Dans la première, nous allons présenter la notion des institutions d'une différente manière selon les économistes (Douglass North, Hodgson, commons), avant de passer à ses différentes mesures. La section 2 démontré le rôle des institutions dans la croissance économique. Pour ensuite donnera un aperçu de la relation institutions et croissance.

Section 1 : la nouvelle économie institutionnelle et son apport

Les écarts de revenu entre les pays ont poussé les économistes contemporains à effectuer des recherches afin de déterminer les causes de ces écarts. Ils se sont intéressées à un nouvel angle de l'économie qui est « L'économie institutionnelle ». Ils ont ainsi renouvelé e améliorer cette théorie qui a adopté un nouveau « La nouvelle économie institutionnelle » (NEI). Cette nouvelle approche se base sur des outils institutionnels pour expliquer les différents de performances les économies.

1-1 Présentation du courant :

L'institutionnalisme est un courant de pensée économique qui a émergé aux États-Unis vers la fin du 19^{ème} siècle et le début du 20^{ème} siècle avec l'œuvre célèbre de Thorstein Veblen (1857-1929) *The Theory of Leisure Class*, parue en 1899. Il se poursuit d'abord avec les travaux de ce même auteur sur le capital et les ingénieurs, avant et après la première guerre mondiale. Dans l'entre-deux-guerres, John R. Commons (1862-1945) reprend de Veblen le principe d'une analyse commune de la vie économique et des institutions qui conditionnent la vie en société dans deux grands ouvrages *Légal Foundations of Capitalisme*, publié en 1924 et l'explicite :

Chapitre I - Aspect théorique relatif aux institutions et à leur impact sur la croissance économique

Institutional Economics ; its Place in Political Economy, qui paraît en 1934. Après la seconde guerre mondiale, plusieurs courants institutionnaliste succèdent à l'œuvre de ces deux auteurs, considérés aujourd'hui comme les fondateurs, avec leurs élèves, de l'institutionnalisme économique. Des *New Institutional Economics* sont développés à travers l'œuvre d'Oliver E. Williamson qui utilise les mêmes catégories analytiques d'institutions et de transactions que Commons. Mais celles-ci sont seulement ajoutées à la thématique de l'école classique de l'économie politique. Les institutions n'y figurent que dans leur rôle de résolution des conflits d'intérêt. Elles ne sont pas au centre même de l'analyse. Plus authentiquement dans la suite des œuvres de Veblen et de Commons, les travaux de Douglas North forment l'arrêt d'un courant néo-institutionnaliste.

1-2 Définition des institutions :

Le terme d'institution est défini de différentes manières, les économistes se réfèrent à celle proposée par Douglass North (1994). Ce dernier les définit de la manière suivante : « *les institutions sont les contraintes conçues par les humains et qui structurent les interactions politiques, économiques et sociales* ». Il ajoute aussi que « *les institutions sont constituées de règles formelles des contraintes informelles et leur mise en application* ».

Hodgson (2002)¹ définit les institutions comme étant :

« *Un des systèmes durables de règles sociales établies Pour structurer les institutions sociales,...Ainsi, la Langue, la monnaie, les systèmes de poids et de mesure, Les conventions commerciales, les bonnes manières à Table, les entreprises et d'autres organisations sont tous Considérés comme des institutions* »²

On remarque qu'il existe une ressemblance entre les deux définitions précédentes. Il considère les organisations comme étant des institutions. Ainsi il pense qu'aucune explication est légitime car les institutions sont différentes des individus. Ils n'ont pas les mêmes caractéristiques. Car les individus sont des êtres réfléchis contrairement aux institutions. Et la reproduction et la durée de vie des êtres humains est différentes de celles des institutions.

Pour Commons (1924) définit les institutions selon la manière suivante :

¹Douglass North, *Institution*, 1991 ; the journal of Economic Perspectives Vol. 5, No. published by American association, p97
Douglass North, *Institution*, 1991 ; the journal of Economic Perspectives Vol. 5, No. published by American association, p97

²Samira KHENDEK(2012) ; « le rôle des institutions dans la croissance économique dans les pays en développement. » mémoire magistère, Université de Tlemcen.

Chapitre I - Aspect théorique relatif aux institutions et à leur impact sur la croissance économique

« *L'action collective dans le contrôle de l'action Individuelle, et ce sont des éléments importants pour Garantir la Sécurité des agents.* »

Dans son livre « *légal foundation of capitalis* »³(1924). Commons étudie la relation qui existe entre les lois et l'économie. Il souligne que le monde est caractérisé par la rareté de ressources liées à la propriété des choses. Cela entraîne des conflits d'intérêt entre les individus qui sont propriétaires et ceux qui ne le sont pas.

Dans la deuxième définition de North, il y a trois éléments importants : institutions des organisations, les institutions formelles, les institutions informelles. (On l'expliquera dans la suite de cette section).

1-2-1 les institutions des organisations :

Souligne que, les institutions sont règles du jeu qui façonnent les interactions humaines dans la société et les organisations sont les acteurs du jeu. Les organisations peuvent avoir différentes formes tel que :

- les organisations politiques (les partis politiques, le sénat, les agences de régulation...)
- les organisations économiques (les entreprises publiques et privés, les syndicats...), et les organisations sociales (les associations sportives publiques, les mosquées,...) relations économiques étrangères), D. North soulignera l'importance du cadre institutionnel en notant « la viabilité, la profitabilité et, de fait, la survie de l'organisation de la société dépendent singulièrement la matrice institutionnelle ».⁴

De plus, d'habitude les organisations ont tendance à changer avec le temps. Ils s'adaptent aux nouvelles techniques, aux modifications des prix relatifs, aux nouvelles idées, de façon continue, progressive, selon des courroies institutionnelles structurées par le passé. C'est-à-dire que des tendances lourdes se maintiennent par l'effet des puissances de léthargie propres aux sociétés et aux habitudes.

Les organisations sont « des groupes d'individus liés par un destin commun en vue de parvenir à des objectifs » en plus insiste sur le fait que les institutions (les règles sous-jacentes constituent l'objet principal de son étude. S'il s'intéresse aux organisations, ce sera pour

³KHALLAF Saddek(2012) «l'analyse de la croissance socio-économique de l'Algérie approche institutionnaliste modélisation économique » Thèse de doctorat, université de Sidi Bel Abbes.

⁴Douglass North, the role of institutions in economic development.

Chapitre I - Aspect théorique relatif aux institutions et à leur impact sur la croissance économique

souligner leurs interactions avec les institutions : le type d'organisations existantes et leur évolution dépendent fondamentalement du schéma institutionnel et, à leur tour, les organisations exercent une influence sur le schéma institutionnel.

1-2-2 les institutions formelles :

Les institutions formelles sont toutes les règles écrites, la constitution, les règlements, les lois...Elles sont simples et précises et elles ne représentent qu'une petite part dans la structuration des actions humaines. Leur exécution doit être assurée par une entité, généralement l'état ou ses administrations. Il convient de souligner que les institutions formelles peuvent faire l'objet de mesures correctives, d'amendements ou, supprimées. En effet une loi peut être modifiée ou supprimée.⁵

1-2-3 les institutions informelle :

Elles incluent les composantes culturelles et idéologiques, en particulier les conventions, les normes sociales, les traditions, les coutumes, la religion et la morale.

Les institutions informelles sont enracinées dans la société et évoluent lentement. Leur modification est difficile et parfois engendre des oppositions violentes. Souvent des forces s'opposent à l'évolution des institutions pour maintenir une situation qui protège leur intérêt ou défendre une option idéologique. Ces règles informelles influent en dernier ressort sur le comportement des individus et contribuent donc à la détermination de leurs choix.

On peut dire, que les institutions renvoient à un cadre lato-sensu, c'est ce qui nous confirme Chavane⁶ via sa définition suivante :« Les institutions regroupent ; les conventions sociales, les coutumes, les habitudes, les routines, les règlements particuliers à une organisation, les règles légales, les contrats, les constitutions, les traités, les ordres, mais aussi les associations, la hiérarchie, l'entreprise, les organisations syndicales, patronales, professionnelles, les églises, les universités, les parties politiques, le gouvernement, les administrations, les tribunaux, l'Etat, les organisations internationales »

La place que procure les institutions dans le processus de croissance est de plus en plus évoquée (Douglass North, Dani Rodrik et William Easterly), comme facteur essentiel pour la croissance,

⁵Douglass North ; The new institutionaleconomic and development, 1993 ; EconomicHistoryseriesnumber

Chapitre I - Aspect théorique relatif aux institutions et à leur impact sur la croissance économique

notamment, sous les aspects : (protection des droits de propriété, structures de réglementation, qualité et indépendance de l'institution judiciaire et compétence bureaucratique).

1-3 L'émergences et l'évolution des institutions :

1-3-1 L'émergence des institutions :

Les néo-institutionnalistes sont en désaccord sur l'émergence des institutions. Ils se sont longtemps demandé si ce sont les institutions qui sont apparues en premier ou bien les individus. Certains économistes comme Menger, Andrew ou encore Schotter, pensent que les institutions émergent spontanément à partir des relations entre les individus.

Ainsi, il existe deux approches :

1-3-2 Les individus apparaissent en premier :

Certains économistes comme : Menger, Andrew ou encore Schotter, pensent que les institutions émergent spontanément à partir des relations entre les individus. Ce qui veut dire que les institutions sont le résultat des interactions humaines. Ils prennent comme point de départ l'existence d'un ensemble d'individus qui par leurs choix rationnel font évoluer les institutions. Selon eux les individus influencent les institutions car ils sont impliqués dans l'évolution et le changement de ces dernières.

1-3-3 les institutions émergent en premier :

D'autres économistes comme Alexander Field (le leader de cette approche) pensent que les individus ne peuvent pas interagir sans la présence de règles et normes préalables qui influencent leur comportement et guident ainsi leurs choix et motivations.

Selon Field, les économistes qui supposent que les institutions qui émergent en premier, négligent le fait que les institutions présentes sont le résultat de l'évolution des institutions passées. Pour appuyer son hypothèse, Field se sert de la théorie des jeux dans l'explication des origines des institutions.

En effet, dans un jeu les règles et les gains potentiels sont établis au début de la partie. Aussi, les individus ne peuvent communiquer sans la parole.⁶

⁶Hodgson, the evolution of institutions: An agenda for research.

Chapitre I - Aspect théorique relatif aux institutions et à leur impact sur la croissance économique

L'étude de **Titmuss** confirme cette hypothèse. Dans son étude il compare entre les systèmes de donation de sang américain et britannique.

Alors qu'en Angleterre le don de sang est gratuit et volontaire aux USA, il existe un système mixte. Des banques de « sang » dans lesquelles les donateurs offrent leur sang gratuitement, et un marché privé où l'offre de sang est accompagnée d'une contrepartie monétaire.

➤ Le marché de sang gratuit en Grande Bretagne :

La présence d'un seul marché de « donation de sang » incite les personnes à donner leur sang pour aider les gens qui en ont besoin. Les individus ne se soucient donc pas de leur intérêt personnel. Par conséquent le coût du sang est faible et le risque d'obtenir un sang contaminé est faible aussi.

➤ Le marché privé américain :

La présence d'un marché privée « de sang » incite les plus démunis à vendre leur sang au lieu de l'offrir gratuitement. Ils sont ainsi prêts à mentir sur leur état de santé pour gagner de l'argent.

Par conséquent, l'accumulation de quantité de sang entraîne un gaspillage et une augmentation du coût du sang et du risque de sa contamination.⁷

-D'autres approches sont apparues comme celle de Knight Jack qui pense que les institutions évoluent à partir d'autres institutions. Ou celle de Aoki qui explique leur émergence en prenant comme point de départ les individus et un ensemble donné d'institutions.

- C'est un processus infini dans lequel l'action des individus rationnels peut être expliquée par certaines normes culturelles et institutions formelles qui peuvent à leur tour être expliquées par l'action d'autres individus et ainsi de suite.

1-3-4 le point de vue de Hodgson :

Hodgson pense qu'aucune explication est légitime car les institutions sont différentes des individus. Ils n'ont pas les mêmes caractéristiques.

- ✓ Les individus sont des êtres réfléchis contrairement aux institutions.

⁷Martin J. Held- Hans G Nutzinger, Institution interact with economic actors : Plea for a general institutional economics ; 2003 ; international journal of social economics, Emerald article, p239

Chapitre I - Aspect théorique relatif aux institutions et à leur impact sur la croissance économique

- ✓ La reproduction et la durée de vie des êtres humains est différentes de celles institutions.⁸

1-4- L'évolution des institutions :

Les économistes néoclassiques ont refusé d'admettre l'existence des institutions. Selon eux, les coûts de transactions dans le marché sont nuls et par conséquent la présence d'institutions sans intérêt, après les économistes ont reconnu que le processus d'échange entraîne des coûts de transaction élevés et nuisibles pour l'investissement. Dans ce cas, la mise en place d'institutions aptes à réduire les coûts des échanges est primordiale. Les institutions ne sont pas apparues soudainement, mais elles ont évolué à travers le temps avec progression du commerce mondiale.

1-4-1 l'échange personnel :

Cet échange caractérise les sociétés primitives dans lesquelles les individus vivaient essentiellement de l'agriculture (la chasse et la collecte). Il y'avait aussi des petits commerces dans les villages où l'échange se réduisait à un petit groupe de personnes qui se connaissaient mutuellement. Ces gens étaient donc liés par une relation de confiance qui a permis la création d'un réseau social facilitant les échanges. Dans cet environnement de confiance, les comportements d'opportunismes étaient rares. Par conséquent, les coûts de transaction étaient très faibles et les contraintes informelles comme « la confiance » suffisaient pour réguler les transactions économiques. En revanche, les coûts de production étaient élevés en l'absence de spécialisation et d'une technologie moderne.⁹

1-4-2 l'échange impersonnel :

*Cet échange caractérise les sociétés modernes où les caractérise les modernes où les marchés sont larges. Le commerce s'étend au-delà des frontières grâce au développement des moyens de transport (essentiellement les navires). Par conséquent, les échanges deviennent complexes et coûteux.

Le secteur de transaction s'élargie, et donne apparition à deux type de coûts :

⁸ ABERKANE Hafid (2015) mémoire mestre « institutions et croissance économique en Algérie » université de Bejaia

⁹ Jeffrey A. Frieden-David A. Lake, Ouvrage : International political Economy, perspectives on Golbal and Wealth ; 2003 ; Fourthedition, Chapter 3 : Institutions and Groth : A HistricalIntroduction Douglass C.

Chapitre I - Aspect théorique relatif aux institutions et à leur impact sur la croissance économique

- Les problèmes d'agence due à l'imperfection de l'information lors des échanges.
- Les problèmes de négociation et du respect des contrats entre les Personnes.

*L'augmentation de la taille des marchés et l'amplification des échanges a entraîné la spécialisation des producteurs et la division du travail. Ainsi l'activité économique s'est étendue à la manufacture, la construction des usines, et les services. On assiste à un phénomène d'urbanisation de la société.

Dans la cette société moderne, les acteurs économiques adoptent des comportements opportuniste pour arriver à leur fin. Par conséquent, l'élaboration de structures institutionnelles efficaces (règle formelles, contrats formels,...) d'un système politique et judiciaire efficient sont indispensable pour la réduction des coûts de transaction.

La progression de structures institutionnelles pour la réduction des coûts de transaction

Plusieurs innovations, méthodes et techniques ont évolué afin d'augmenter la mobilité du capital et réduire les coûts de transaction.

*Le développement de la loi de l'intérêt sur les crédits. Auparavant, cette loi ne permettait pas aux prêteurs de fixer un taux d'intérêt. Pour contourner cette loi, les acteurs adoptaient des comportements opportunistes tels que la ruse et la tricherie. Pour éviter ce genre de comportement et accroître ainsi la mobilité du capital, la loi a été modifiée. Cette modification consiste à la fixation d'un taux d'intérêt sur l'emprunt.

*Le développement des moyens de paiement comme la lettre de change et les techniques de négociation des effets de commerce (comme l'escompte) a conduit à la création d'institutions et d'organisations qui ont facilité l'utilisation de ces nouvelles techniques.

En effet, le développement de ces moyens a permis la mise en place d'établissements financiers et des banques spécialisés.

*L'émergence de règles et des techniques permettant la résolution des problèmes d'agence entre les individus impliqués dans un commerce à distance. Nous citons en exemple le développement des techniques comptables et auditoires pour le contrôle et le suivi des agents.

Chapitre I - Aspect théorique relatif aux institutions et à leur impact sur la croissance économique

*La création d'institutions pour réduire les coûts de l'information tel que la publication des prix, les taux de change, les taux d'intérêt, des manuels comportant des informations sur les mesures de poids...

La transformation de l'incertitude en risque :

Certaines techniques et méthodes ont été développées pour limiter l'incertitude. Parmi elles, la transformation de l'incertitude en risque.

L'introduction de nouvelles méthodes spécialisées dans le calcul des probabilités des risques.

La création de portefeuilles financiers de diversification de risque. Un portefeuille financier contient une diversité de valeurs mobilières qui permettent de réduire le risque des pertes (action, obligation, bons de trésors...).

La conception des contrats d'assurance contre le risque d'incertitude.

La création d'institutions pour encourager les acteurs à investir dans les projets risqués.

Le développement des méthodes d'exécution des contrats :

Pour maximiser leur bénéfice et réduire les coûts des échanges, les marchands ont développé progressivement les institutions pour exécuter les contrats à moindre coût.

D'abord, les marchands qui forment associations se sont imposé des codes de conduite. Ceux qui violaient ces règles étaient exclus du groupe.

Ensuite, ils ont développé des règles de droit commercial. Les marchands apportaient ces codes de conduite en se déplaçant d'un pays à un autre (ces codes différaient selon les régions).

Enfin, ils ont mis en place des règles formelles, des méthodes comptables, des procédures d'audit qui constituaient des preuves écrites lors de la résolution des conflits.

Le rôle de l'état :

L'état a joué un rôle important dans l'application et le respect des lois et des droits de propriété ; et cela en s'engageant à ne plus exproprier les gens. ¹⁰

1-4-3 L'application des institutions « enfoncement characteristics »

¹⁰Douglas North, institutions, op ; p99-101

Chapitre I - Aspect théorique relatif aux institutions et à leur impact sur la croissance économique

L'existence des institutions n'est pas suffisante, leur application est nécessaire pour le bon fonctionnement des transactions. Cette application est souvent imparfaite du fait des coûts importants qu'elles engendrent et la poursuite des intérêts personnels par les agents économiques.

Les transactions qui se déroulent entre des parties qui vivent dans des petites communautés (les sociétés primitives) sont caractérisées par une auto-exécution des institutions. Le caractère répétitif des transactions, avec les mêmes personnes crée un réseau de confiance qui incite les parties de la transaction à respecter les termes de l'échange.

Dans ces conditions, la « coopération » est avantageuse pour les acteurs à l'échange. Elle est le meilleur moyen pour la maximisation de la richesse pour chaque acteur.

En revanche, ces conditions sont absentes du monde actuel. La complexité des échanges (dans le temps et l'espace) et la multiplicité des partenaires réduisent la quantité d'informations disponibles sur le marché. L'information est imparfaite du fait de l'existence d'une asymétrie d'information entre les personnes à l'échange.

Dans ces circonstances, la coopération devient presque impossible car le gain tiré de la coopération est inférieur à celui de la défection.

En effet, un acteur qui effectue une transaction avec un tiers, ne peut pas s'assurer de la bonne foi de celui-ci. Il n'a pas en sa possession toutes les informations qui se rapportent à ce dernier. Il choisit donc la déviation pour garantir son gain. (Surtout si la transaction s'effectue une seule fois). Dans ce cas la présence d'une tierce personne est indispensable pour l'exécution des termes de l'échange comme par exemple la signature d'un accord en présence d'un avocat qui s'assure du respect de l'engagement des personnes contractantes.

Section 2 : institutions et croissance

2-1 le rôle des institutions dans la croissance :

Dans leurs études traditionnelles sur la révolution industrielle, les historiens insistent sur le rôle moteur de l'agriculture ou du progrès technique, sur la nécessité du développement des moyens de communication ou du système bancaire, mais oublient presque systématiquement le rôle des institutions. La nouvelle histoire économique répare cet oubli. Les difficultés de la

Chapitre I - Aspect théorique relatif aux institutions et à leur impact sur la croissance économique

transition des anciens pays communistes vers l'économie de marché ont également réhabilité le rôle des institutions tout comme les crises économiques et financières récurrentes depuis 1973.

2-1-1 Les institutions, clé de la performance économique :

Des explications traditionnelles du sous-développement, deux grandes tendances ont dominé dans l'après-guerre : la première est l'explication tiers-mondiste, avec ses diverses variantes - néo marxiste, dépendantiste, structuraliste, selon laquelle les pays du tiers-monde devraient leur retard à l'exploitation et au pillage dont ils ont été victimes de la part des pays capitalistes avancés depuis les grandes découvertes.

La seconde explication est celle de l'école néoclassique, illustrée par le schéma linéaire de Rostow, selon laquelle le processus de développement, basé sur l'industrialisation, se diffuserait progressivement dans le monde depuis son origine, la révolution industrielle en Angleterre au XVIIIe siècle.

L'analyse historique et l'expérience du développement dans les pays du tiers-monde à largement discrédité la première explication, qui conserve cependant des partisans et aussi une grande faveur dans l'opinion publique. Cependant la deuxième explication pêche un peu trop par son optimisme, d'une part parce que nombre de pays ont résisté à ce phénomène de diffusion de la modernité et ne montrent guère de signes d'un développement rapide, et d'autre part du fait du fameux "fossé croissant" entre pays riches et pays pauvres. Le rapport sur le développement de la Banque mondiale (1999)¹¹, annonce par la voix de son économiste en Chef, Joseph Stiglitz : *Le monde est en train de perdre la bataille contre la pauvreté.*

Les théories institutionnalistes du sous-développement permettent d'expliquer cette contradiction entre les faits et la vision optimiste néoclassique. Il ne s'agit pas d'une troisième explication, mais d'un complément à apporter à la deuxième, pour mieux rendre compte de la réalité présente et passée, et peut-être aussi comprendre les perspectives qui s'ouvrent avec le deuxième millénaire. En gros, selon ces théories, *les institutions sont la clé de la performance des économies* (North, 1992) et les différences entre institutions, les blocages ou les adaptations

¹¹Banque mondiale (1999), Rapport sur le développement dans le monde, Éditions ESKA 75002 Paris. Repris par Foray(2010)

Chapitre I - Aspect théorique relatif aux institutions et à leur impact sur la croissance économique

réussies au plan institutionnel, expliquent les écarts de développement, les succès des uns et les échecs des autres. Sur la question du développement, Veblen (1857-1929) note que;

*Le sous-développement se perpétue quand les institutions ne peuvent fournir un cadre instrumental adéquat pour les actions humaines et dégénèrent en pratiques rituelles. Ces actions individuelles ne sont pas seulement celles orientées autour de la recherche du profit, mais aussi celles qui tendent à changer les institutions qui déterminent les comportements individuels. Il n'y a pas que l'entrepreneur capitaliste qui a un rôle à jouer, il y a aussi "l'entrepreneur institutionnel" qui lance les changements au niveau des institutions.*¹²

Pour les institutionnalistes, l'économie est un système d'activités reliées qui comprend un savoir-faire et des techniques, un stock de capital physique, mais aussi un réseau complexe de relations personnelles renforcées par les habitudes, les coutumes, les passions et les croyances d'un peuple. Cette conception est applicable aussi bien aux sociétés modernes qu'aux sociétés du paléolithique, ou à n'importe quelle autre. L'économiste doit étudier tous ces aspects, et c'est sur ce point que les économistes orthodoxes divergent. Ceux-ci considèrent comme exogènes des éléments tels que les déterminants à long terme de la croissance, l'attitude envers le travail, le comportement face à l'épargne et au risque, la qualité de l'esprit d'entreprise, la résistance des institutions au changement et la taille des marchés. Cependant, confrontés au problème des pays sous-développés, les néoclassiques sont obligés de tenir compte de ces variables.

2-1-2 les institutions telles qu'une structure d'incitations :

En 1993, Robert W. Fogel et Douglass C. North obtiennent le prix Nobel d'économie pour avoir renouvelé la recherche en histoire économique en appliquant la théorie économique et les méthodes quantitatives à l'explication du changement économique et institutionnel. Ils sont les fondateurs de la nouvelle histoire économique (*New Economic History*) qui consiste à utiliser les méthodes économétriques pour analyser les faits historiques. Leur approche est contrefactuelle ce qui signifie qu'ils élaborent un scénario où ils modifient un fait historique afin de comparer les performances économiques réelles avec celles que l'on

¹²Dopfer K., "Development theory", in Geoffrey M. Hodgson et Warren J. Samuels ed. The Elgar Companion to Institutional Economics, 2 vol., Aldershot : Edward Elgar, 1994. Repris par Foray (2010)

Chapitre I - Aspect théorique relatif aux institutions et à leur impact sur la croissance économique

aurait obtenues sans la présence de ce facteur. Dans *Railroads and American Economic Growth : Essays in Econometric History* (1964)¹³. Fogel a ainsi réexaminé le rôle des chemins de fer dans la croissance américaine en montrant que leur contribution a été très faible. Cette nouvelle histoire économique remet ainsi en cause l'analyse néoclassique des facteurs de la croissance dont l'archétype est le modèle de Solow qui accorde à l'accumulation du capital et au progrès technique un rôle essentiel. Pour North, ces facteurs ne sont pas les causes de la croissance économique, ils n'en sont que les manifestations.

North adopte une définition très large des institutions, et les considère comme étant les contraintes humaines qui structurent les interactions politiques, économiques et sociales. Elles consistent à la fois en des contraintes informelles (sanctions, tabous, coutumes, traditions et codes de conduite) et de règles formelles (constitutions, lois, droits de propriété) comme il est souligné dans la première section. Comme Coase et Williamson, North (1991)¹⁴ considère que les échanges marchands se développent si les coûts de transaction sont limités et si l'incertitude est réduite : « À travers l'histoire, les institutions ont été conçues par les êtres humains pour créer un ordre et réduire l'incertitude dans les échanges. Avec les contraintes habituelles de l'économie, elles définissent l'ensemble des choix possibles et, ainsi, elles déterminent les coûts de transaction et de production, donc la profitabilité et la faisabilité de l'entrée dans l'activité économique ».

Pour expliquer le développement du commerce maritime au Moyen Âge, North évoque ainsi la mise en place de contrats commerciaux impersonnels, le développement de l'usage de la lettre de change, l'élaboration de règles de fixation du taux de change, etc. Ses recherches le conduisent à mener des études comparatives historiques pour expliquer

Pour quoi certains arrangements institutionnels sont plus favorables à la croissance que d'autres, l'histoire est largement une histoire de l'évolution institutionnelle dans laquelle les performances historiques des économies ne peuvent être comprises que comme parties d'une histoire séquentielle. Au fur et à mesure que cette structure évolue, elle détermine l'orientation du changement économique : vers la croissance, la stagnation ou le déclin. Non seulement certaines institutions semblent plus performantes que d'autres, mais encore les choix institutionnels initiaux conditionnent souvent les choix futurs selon une dépendance de sentier.

¹³ Robert W. Fogel, *Railroads and American Economic Growth: Essays in Econometric History*. Baltimore: Johns Hopkins Press, 1964. Repris par Gilles (2010).

¹⁴ North D.C. "Institutions", *Journal of Economic Perspectives*, 1991 traduit in BACACHE M., MONTOUSSE

2-1-3 Les institutions comme système de croyances partagées :

Masahiko Aoki, est connu pour ses travaux sur la firme japonaise. Alors que la firme américaine repose sur des relations hiérarchiques verticales, la firme japonaise privilégie les relations horizontales. Le modèle décentralisé japonais permet des évolutions graduelles et donc une bonne adaptation aux transformations continues de l'environnement. En revanche, le modèle centralisé américain est plus performant dans un environnement stable du fait des gains liés à la spécialisation mais aussi en cas de crise brutale : la hiérarchie est alors la seule à même d'assumer des changements profonds d'organisation. Depuis le début des années 1990, Aoki dirige à Sanford un programme de recherche consacré à l'analyse comparée des institutions (*Comparative Institutional Analysis*) dont les principaux apports sont présentés dans son ouvrage *Fondements d'une analyse institutionnelle comparée*¹⁵ (2001).

Dans son premier chapitre intitulé « Que sont les institutions ? Comment les définir ? », Il distingue trois types de définitions des institutions utilisées par les économistes. Dans un premier temps, les économistes ont défini les institutions comme des organisations majeures. North inaugure une deuxième conception en identifiant « les institutions non pas aux joueurs mais aux règles du jeu ». Ces règles peuvent être formelles ou informelles. Aoki choisit une troisième définition où les institutions sont un équilibre de jeu : « Une institution est un système de croyances partagées auto-entretenu sur la manière dont le jeu est joué. Sa substance est une représentation synthétique des propriétés saillantes et invariantes d'un sentier d'équilibre particulier, que presque tous les agents du domaine considèrent comme important du point de vue de leurs choix stratégiques individuels et qui est, à son tour, reproduite par leurs choix effectifs dans un environnement en continuelle évolution »¹.

Un jeu est une situation où les individus (joueurs) mettent en œuvre une stratégie qui tient compte des différents choix possibles, choix conditionnés par l'action des autres joueurs mais aussi par le cadre de l'action (les règles du jeu). Dans un jeu coopératif, les individus peuvent communiquer et s'engagent à prendre certaines décisions. Dans un jeu non coopératif, chaque individu égoïste et opportuniste choisit la stratégie optimale. Pour trouver une solution au jeu, il est parfois possible d'éliminer certaines stratégies que n'adopteront pas les individus (stratégies

¹⁵ Aoki M. « Fondements d'une analyse institutionnelle comparée », Paris, Albin Michel, 2006 (2001). Repris par Gilles (2010).

Chapitre I - Aspect théorique relatif aux institutions et à leur impact sur la croissance économique

dominées), mais la méthode la plus fréquente consiste à rechercher un équilibre. On appelle équilibre de Nash « une liste de stratégies, une par joueur, telle qu'aucun joueur n'est incité (en termes d'amélioration de son propre gain) à modifier la sienne ». Aoki se place dans le cadre des jeux non coopératifs répétés (jeux évolutionnaires) où plusieurs équilibres sont possibles (équilibres multiples). Au cours d'une partie, les individus se forment des croyances communes (*commonknowledge*) qui les aident à choisir un équilibre lors de la partie suivante.

Les représentations des individus sont certes influencées par leur culture et leur histoire (systèmes symboliques), mais les croyances communes sont bien le produit des interactions. Ces croyances communes influencent les stratégies des acteurs et déterminent le choix de l'équilibre. Ce choix objectif vient alors renforcer les représentations subjectives.

Aoki utilise ce cadre conceptuel pour identifier les types d'institution de contrôle des entreprises, pour analyser le système financier japonais ou pour comprendre le succès de la *SiliconValley*. Ces études de cas l'amènent à souligner la diversité institutionnelle et la complémentarité institutionnelle : une économie donnée, à un moment donné, adopte un arrangement institutionnel qui lui est propre. Et ce n'est pas la globalisation qui remettra en cause cette diversité : « les interdépendances diachroniques entre les institutions conduisent à une dépendance du changement institutionnel par rapport au chemin »¹⁶. Il aboutit ainsi à la même conclusion que North sur la dépendance de sentier.

La nouvelle économie institutionnelle n'a pas découvert les institutions, pas plus qu'elle n'a le monopole de leur analyse. Pourtant, elle est la seule à avoir eu un impact profond sur le courant économique dominant et sur les organismes internationaux (OCDE, FMI, Banque mondiale). Désormais, pour tous les économistes, les institutions comptent.

2-2 relations institution et croissance économique :

D'après North, les facteurs de production tels que l'accumulation du capital physique, du capital humain, des connaissances et de la technologie ne sont pas les causes de « la croissance » mais plutôt « LA CROISSANCE ».

¹⁶Aoki M (2001), *Fondements d'une analyse institutionnelle comparée*, Paris, Albin Michel, 2006 p 45-46. Repris par Gilles (2010).

Chapitre I - Aspect théorique relatif aux institutions et à leur impact sur la croissance économique

La théorie néoclassique de la croissance (le modèle de Solow) et la théorie de la croissance endogène expliquent les différences de performances entre les économies par des différences dans l'accumulation des facteurs de production (capital physique, humain, connaissances).

Cependant, la nouvelle économie institutionnelle a montré les limites de ces théories en affirmant-par des études empiriques – que ces facteurs ne donnent qu'une explication minime de l'écart de croissance entre les pays. Ces facteurs derniers sont considérés comme des causes immédiates de la croissance, car ils sont eux même influencés par les institutions. Acemoglu pense ainsi que si les différences de revenu entre les pays étaient liées à ces facteurs, alors comment peut-on expliquer le fait que certains pays ne parviennent pas à investir suffisamment pour atteindre une bonne croissance et améliorer ainsi les niveaux de vie des citoyens¹⁷ ?

Pour tenter de répondre à cette question, les néo-institutionnalistes ont fait de nombreuses études de cas dans les pays en développement dans le but de prouver que les institutions sont les déterminants profonds de la croissance économique.

Après la deuxième guerre mondiale, l'analyse institutionnelle était vue comme marginale et quelque peu hérétique par les théoriciens du développement. L'opinion dominante à cette époque était que le développement provient en fonction de l'accumulation de capitaux et d'investissement, du fait de la technologie, l'aide et les investissements étrangers catalyserait rapidement la croissance économique. A partir des débuts des années 1990, une nouvelle approche, plus sensible à une théorie économique traditionnelle, fut élaborée par Douglass North et Paul Thomas dont ils basaient leur critique sur l'argument que *« Les facteurs énumérés (innovations, économies d'échelle, accroissement de capitaux, etc.) ne sont pas des causes de croissance, mais ils sont la croissance... La croissance ne se produira qu'à condition que l'organisation économique existante soit efficace »*¹⁸.

Tenant compte de ces différents facteurs, le prix Nobel Douglass North (1993) a fait la distinction entre une économie moderne et une économie traditionnelle en s'appuyant sur la

¹⁷Daron Acemoglu;ouvrage: **Introduction to modern economic growth**, 2011;Prenceton universitypress; USA; p9;

¹⁸WALDNER.D, DUNFEE.E, 2011, « Les origines institutionnelles et l'économie politique comparative du Développement tardif », De Boeck université, Revue internationale de politique comparée, 2011/3-Vol.18, P.50

Chapitre I - Aspect théorique relatif aux institutions et à leur impact sur la croissance économique

nature et la qualité des institutions. Depuis, les institutions sont devenues le centre des préoccupations des économistes et des décideurs, qui s'accordent à reconnaître le rôle que peuvent jouer les institutions dans le processus de la croissance et du développement économique. A l'instar de Dani Rodrik et ArvindSubramanian (2003) qui ont proposé quatre catégories d'institutions qui influencent la croissance et le développement à savoir¹⁹

2-2-1. Les institutions créatrices de marchés

Ces institutions ont pour rôle de respecter les contrats, la protection des droits de propriété qui est considérée comme un élément fondamental en économie libérale, comme elles permettent le libre fonctionnement des marchés. Ainsi que renforcer ces institutions peut contribuer à favorisé l'investissement et l'esprit d'entreprise. RodriketSubramanian (2003) considèrent que ces objectifs ne peuvent se concrétiser qu'une fois la justice est indépendante, la police efficace et les contrats sont applicables.

2-2-2. Les institutions de réglementation de marché

Ces institutions ont pour mission de bien gérer les défaillances du marché, telle que l'imperfection de l'information. Elles regroupent l'ensemble des institutions touchant aux services qui favorisent l'épanouissement des marchés, en limitant le pouvoir des monopoles et la gestion des biens publics (la télécommunication, les transports et les services financiers).

2-2-3. Les institutions de stabilisation des marchés

La fonction de ces institutions consiste à assurer une faible inflation, une meilleure stabilité macroéconomique, une stabilité fiscale et enfin à éviter les crises financières. Elles concernent les organismes et systèmes qui gèrent les grands équilibres macroéconomiques, telles que les banques centrales, systèmes de change, ministères des finances et les ministères du commerces extérieurs.

2-2-4. Les institutions de légitimation des marchés

¹⁹LAKHLEF Brahim, 2013, « Qualité des institutions : réformes et résultats économique », op.cit., P.35.

Chapitre I - Aspect théorique relatif aux institutions et à leur impact sur la croissance économique

Ces institutions prennent en charge l'aspect social de l'économie. Leur mission est d'assurer une protection et une assurance sociale à travers la redistribution des revenus et la gestion des conflits sociales, elles protègent les individus et les sociétés contre les dysfonctionnements des marchés. Elles concernent les systèmes de retraite, d'assurance chômage et les prestations sociales.

De ce fait, les institutions économiques d'une société, telles que la structure des droits de propriété et la présence et perfection des marchés, sont donc d'une grande importance pour les résultats économique, car elles influencent la structure des incitations économique dans la société. L'absence des droits de propriété n'incite quasiment pas les individus à investir dans le capital physique ou humain ou à adopter des technologies plus efficaces, chose qui influence négativement la croissance économique. Or, ce sont les pays dont leurs institutions économiques facilitent et encouragent l'accumulation de facteurs de production, l'innovation et l'allocation efficace des ressources qui enregistrent un taux de croissance plus élevé.²⁰

En effet, les institutions sont indispensables à l'existence d'activités économiques et donc à la croissance économique des pays. La consolidation de la gouvernance et des institutions contribue à l'amélioration des conditions de l'investissement en réduisant le risque et en augmentant la rentabilité des projets. De plus, les investisseurs seront amenés à s'implanter durablement sur le territoire économique national puisque le droit de propriété est stable et leurs équipements ne risquent pas d'être confisqués. D'un autre côté, un cadre juridique robuste permet de régler les contentieux commerciaux dans un cadre prévisible et rationnel, c'est-à-dire une faible corruption permet de réduire les coûts de l'investissement, limiter les risques et d'accroître la productivité. En réalisant ces objectifs, les pays en voie de développement tels que l'Algérie peuvent réussir à émerger un Etat de droit, moderne et efficace en pleine adéquation avec les exigences de l'économie de marché, et à construire une économie fiable, compétitive et ouverte sur le monde. Toutefois, il s'agit d'éliminer l'essentiel des vulnérabilités qui les caractérisent présentement.

²⁰<http://annotations.blog.free.fr/index.php?post/2013/03/04/Les-institutions-sont-le-d%C3%A9terminant-A9terminantfondamental-de-la-croissance-%C3%A0-long-terme>consulté le 25/05/2020

Conclusion du chapitre :

Dans ce chapitre nous avons présenté la revue de littérature concernant l'ensemble d'analyse théorique et empirique sur institutions, nous avons également analysée le rôle des institutions dans la croissance économique.

Définir le concept d'institution reste donc complexe. Jusqu'à aujourd'hui, il est difficile de déterminer quelles institutions importent le plus, dans quels contextes et surtout comment les mettre en place. Mais parmi les chercheurs, il parait que tous soient d'accord sur le fait que les institutions importent, et pour beaucoup, dans le développement des pays.

Le rôle des institutions dans la croissance et plus en plus évoqué, plusieurs auteurs comme (Douglass North, William Westerly 1998) avance que les institutions sont un élément de base pour la croissance économique et que les institutions sont essentielles et importante pour le développement et la croissance économique.

Chapitre II
Qualité des institutions
et croissance économique en Algérie

Introduction :

Au cours de ces dernières années, et sous l'influence des réformes économiques et institutionnelles lancées dans la plupart des pays en développement, la mise en pratique de la mesure des institutions a considérablement progressé. Des changements techniques ont été entrepris afin de rapprocher ces pays des normes de fonctionnement des pays avancés. Il existe de nombreux organismes internationaux spécialisés s'intéressent à la mesure de la qualité des institutions et leur nombre a fortement augmenté avec les progrès dans l'accès à l'information statistique. Les plus connus sont : l'ONU, Transparency international, la Banque Mondiale (BM), l'USAID, la fondation héritage, Fraser Institute, Global Integrity et Brookings Institution.

Pour mesurer la qualité des institutions en Algérie, nous avons eu recours à deux sources de données connues à l'échelle mondiale : la fondation *Héritage*, qui publie des statistiques mesurant la qualité des institutions économiques et la base de données de Daniel Kaufmann (Brookings Institution), qui se compose d'un certain nombre d'indicateurs mesurant la qualité des institutions politiques. Les mesures considérées ont un caractère subjectif ; elles sont fondées sur des appréciations et des évaluations subjectives d'experts nationaux, ou des évaluations de la population lors d'enquêtes menées par des organismes internationaux et des organisations non-gouvernementales.

Section 1 : Les institutions économiques :

La fondation Héritage mesure la qualité des institutions économiques par douze variables : la liberté des affaires (nombre, rapidité et coûts des procédures), la liberté du commerce (obstacles tarifaires ou non au commerce), la liberté fiscale (poids des impôts et taxes), la taille du gouvernement (poids des dépenses publiques), la liberté monétaire (contrôle des prix niveau d'inflation), la liberté d'investissement (degré de restrictions sur les flux de capitaux internationaux), la liberté financière (restrictions sur les services financiers, les difficultés d'opérer dans le domaine bancaire, etc.) , les droits de propriété (influence du gouvernement sur la justice, non-respect du droit de propriété, expropriations, etc.), la corruption (l'indice de perception de la corruption publié par Transparency international) et liberté du travail (salaire minimum, degré de contrôle du gouvernement sur les marchés du travail, etc.), santé fiscale et efficacité judiciaire.

Chaque variable prend une note sur une échelle de 0 à 100 points. Un score élevé est synonyme de bonne qualité. Par rapport à la liberté d'investissement par exemple, la note 100 dénote l'absence totale des restrictions à l'investissement et la note 0 correspond à une plus grande restriction. A partir des scores attribués à ces dix variables, il est possible de calculer un score moyen permettant de renseigner sur liberté économique globale. Ce résultat varie de 0 à 100

Tableau01 : Distribution de la liberté économique globale

Score	100 à 80	79,9 à 70	69,9 à 60	59,9 à 50	49,9 à 0
Niveau de liberté	Libre	Plutôt libre	Modérément libre	Plutôt non libre	Réprimé

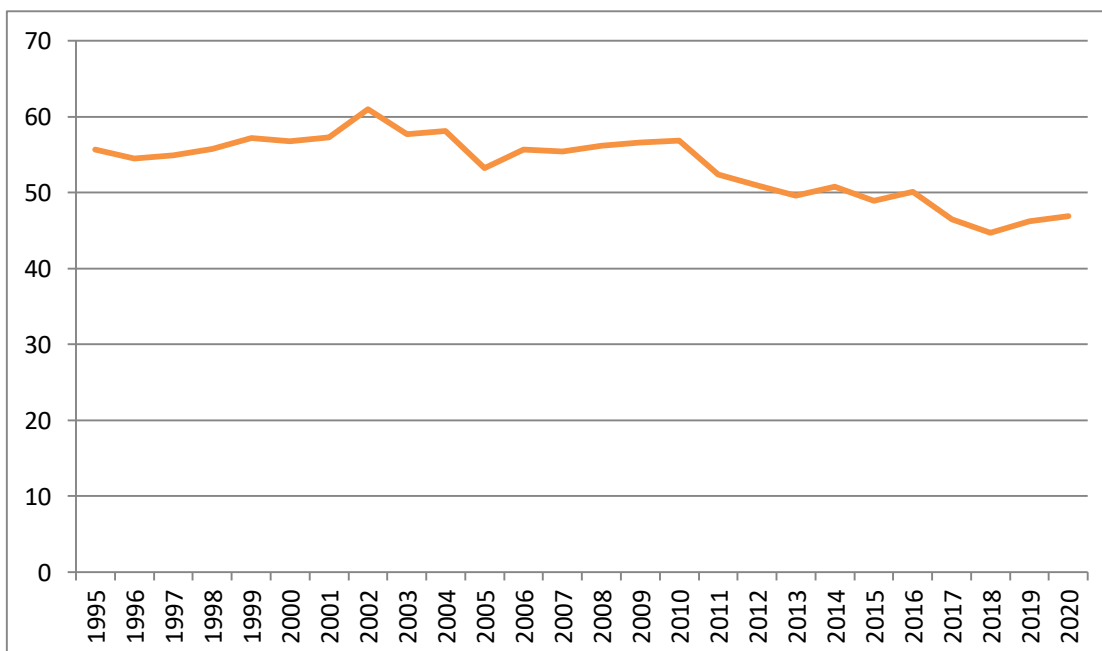
Source : El MORCHID Brahim, 2010

1.1. L'évolution de la qualité des institutions économiques algérienne (1995-2020)

Dans ce qui suit nous présenterons l'évolution de certains critères de mesure d'un volet des institutions formelles qui est la qualité des institutions économiques.

Le graphe N° 01 représente l'évolution de l'indice de la liberté économique. En effet, l'indicateur de la qualité des institutions nous montre une situation moyenne de l'environnement institutionnel algérien qui varie entre 46,2% et 61%. De tels scores montrent que l'Algérie est un pays plutôt non libre ou un pays réprimant la liberté économique.

Figure N° 01 : l'évolution de l'indice globale de liberté économique



Source : établie sur la base des données de la fondation héritage

L'analyse approfondie de cet indicateur nous permet de constater que le niveau moyen de la qualité des institutions est affecté par le niveau de la corruption (absence de corruption) qui ne cesse de dégringoler à partir de 2005 en atteignant les niveaux de 26% en 2005 et 28,3% en 2020 après avoir été aussi a alentours de 50% durant les années précédente. Par ailleurs, l'indicateur des dépenses publiques connaît lui aussi une baisse à partir de 2010 en atteignant le seuil de 62,4 après avoir été alentours des 70% durant les années précédentes, nous signalons également que l'indicateur de droit de propriété connaît aussi une baisse à partir de 2001 en atteignant le seuil de 30% après avoir été alentours de 50% durant les années précédente ainsi, les autres sous indicateurs connaissent une tendance vers la baisse particulièrement durant 2000.(tableau N° 2).

Tableau N°02 : indicateurs de la qualité des institutions économiques algériennes

Année d'indexation	Score globale	Droits de propriété	Efficacité judiciaire	Intégrité gouvernemental	Charge fiscale	Les dépenses du gouvernement	Santé fiscale	Liberté d'affaires	Liberté de travail	Liberté monétaire	Liberté commerciale	Liberté D'investissement	Liberté financière
1995	55,7	50,0	N/A	50,0	48,8	69,5	N/A	70,0	N/A	59,2	54,2	50,0	50,0
1996	54,5	50,0	N/A	50,0	48,8	60,7	N/A	70,0	N/A	57,0	54,2	50,0	50,0
1997	54,9	50,0	N/A	50,0	48,8	65,5	N/A	70,0	N/A	56,0	54,2	50,0	50,0
1998	55,8	50,0	N/A	50,0	48,6	69,3	N/A	70,0	N/A	60,1	54,2	50,0	50,0
1999	57,2	50,0	N/A	50,0	48,7	72,8	N/A	70,0	N/A	69,0	54,2	50,0	50,0
2000	56,8	50,0	N/A	50,0	64,7	63,3	N/A	70,0	N/A	69,0	39,6	50,0	50,0
2001	57,3	30,0	N/A	50,0	64,6	63,3	N/A	70,0	N/A	74,0	59,6	50,0	50,0
2002	61,0	30,0	N/A	50,0	65,0	71,2	N/A	70,0	N/A	78,2	60,0	70,0	50,0
2003	57,7	30,0	N/A	50,0	65,2	74,9	N/A	70,0	N/A	82,8	50,4	70,0	30,0
2004	58,1	30,0	N/A	50,0	74,1	62,4	N/A	70,0	N/A	78,9	55,0	70,0	30,0
2005	53,2	30,0	N/A	26,0	73,9	61,8	N/A	70,0	55,9	81,1	54,4	50,0	30,0
2006	55,7	30,0	N/A	27,0	73,9	74,4	N/A	74,8	57,4	78,8	61,0	50,0	30,0
2007	55,4	30,0	N/A	28,0	73,8	74,2	N/A	73,7	57,6	80,7	66,0	50,0	20,0
2008	56,2	30,0	N/A	31,0	77,0	74,6	N/A	73,6	57,0	80,2	68,8	40,0	30,0
2009	56,6	30,0	N/A	30,0	77,2	74,1	N/A	72,5	55,5	78,6	68,6	50,0	30,0
2010	56,9	30,0	N/A	32,0	83,5	73,4	N/A	71,2	56,4	77,2	70,7	45,0	30,0
2011	52,4	30,0	N/A	28,0	83,5	62,4	N/A	69,4	52,9	75,4	72,8	20,0	30,0
2012	51,1	30,0	N/A	29,0	82,9	47,9	N/A	66,3	54,4	76,3	72,8	20,0	30,0
2013	49,6	30,0	N/A	29,0	80,4	44,1	N/A	65,2	52,6	76,6	67,8	20,0	30,0
2014	50,8	30,0	N/A	28,7	80,5	51,0	N/A	66,3	48,3	67,8	60,8	45,0	30,0
2015	48,9	30,0	N/A	36,0	80,0	38,7	N/A	66,6	50,5	71,2	60,8	25,0	30,0
2016	50,1	25,0	N/A	36,0	81,0	59,4	N/A	62,1	48,2	68,1	60,8	30,0	30,0
2017	46,5	38,2	29,6	31,7	81,1	51,0	19,8	62,1	49,5	67,0	63,3	35,0	30,0
2018	44,7	27,8	35,2	29,0	74,0	45,9	19,2	68,1	48,7	69,9	63,5	25,0	30,0
2019	46,2	31,6	36,2	28,9	76,4	48,7	18,7	61,6	49,9	74,9	67,4	30,0	30,0
2020	46,9	37,9	35,0	28,3	75,4	52,6	17,3	63,0	50,5	76,2	66,2	30,0	30,0

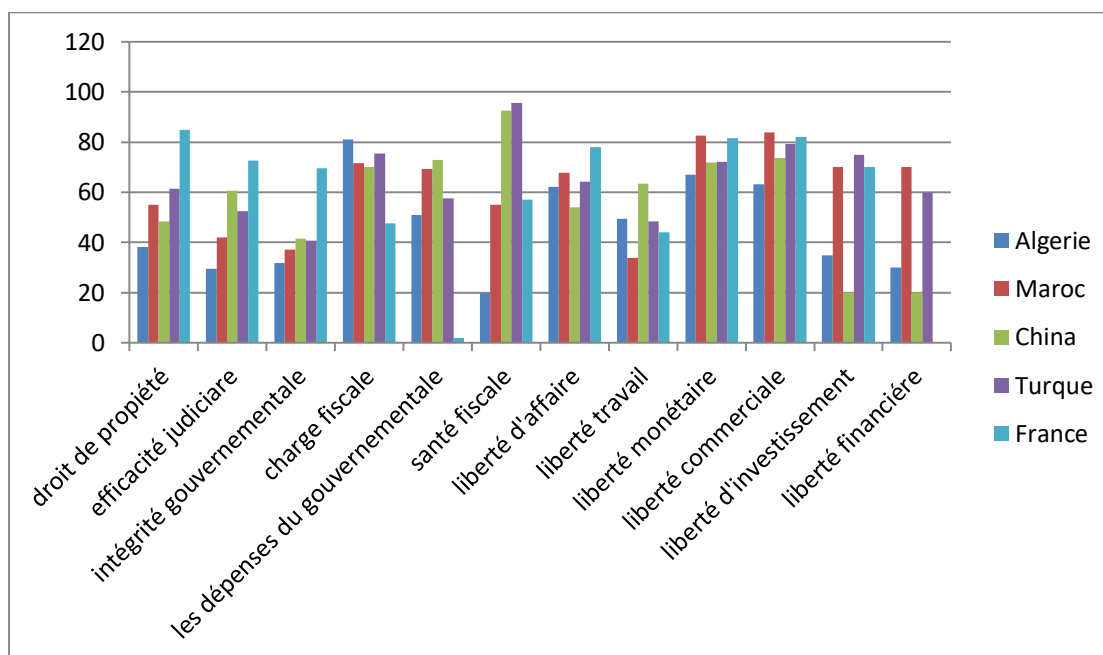
Source : base de données de la fondation héritage.

Cette constatation nous renseigne l'absence d'accompagnement de politique économique de la notion et sur la fragilité dans la quelle vivait l'économie algérienne et nous mène à s'interroger sur la capacité et l'aptitude des dirigeants à mener à bien les décisions et les politiques économiques adaptées par l'état. Aussi, l'injection des fonds importants dans une économie fragile et dépendante des hydrocarbures et en situation de transition telle que l'Algérie ne peut conduire qu'à la favorisation de la corruption et de la mauvaise gouvernance, ce qui est nuisible climat des affaires du pays.

1.2. Comparaison de la qualité des institutions politiques dans quelques pays

Dans ce point nous avons choisi d'étudier le cas d'un échantillon composé de 05 pays en 2017 et 2020.

Figure N° 02 : la qualité des institutions économiques en Algérie, Maroc, chine, Turquie, France en l'année 2017



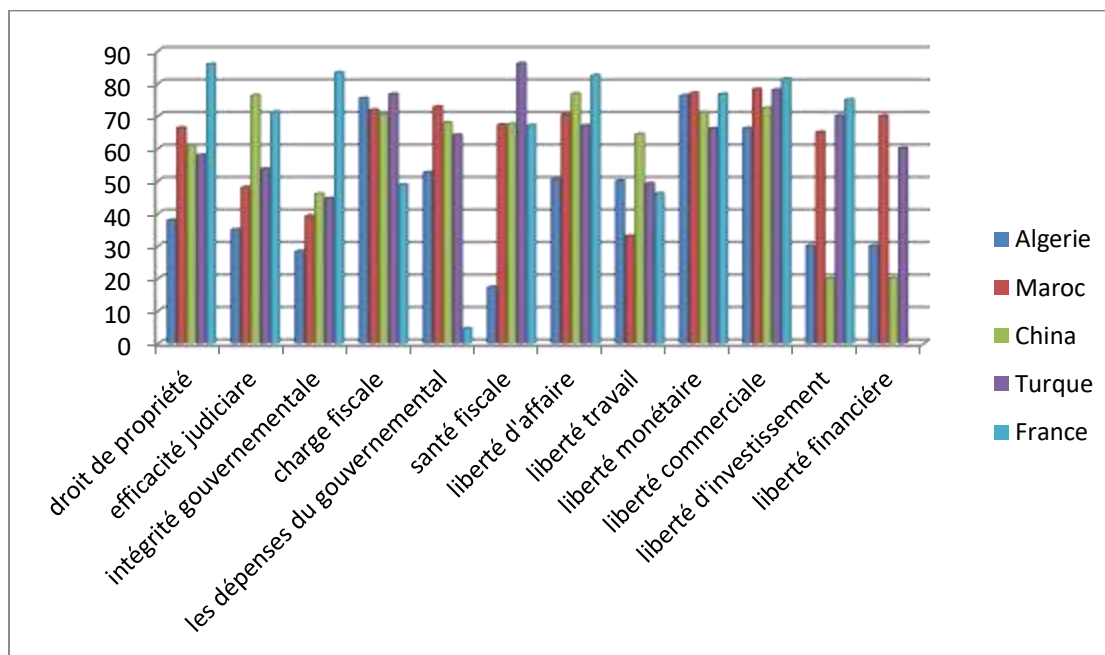
Source : établie à partir de la base de données

La figure 02 présente des résultats des douze indicateurs mesurant les composantes de la qualité des institutions économiques dans un échantillon de 05 pays on monde en 2017. Cette figure montre que les performances de l'Algérie sont très faibles par rapport aux quatre autres pays (Maroc, chine, Turquie et France). Par exemple, le niveau liberté commerciale en Algérie est 63,3% alors qu'il est de 84,0%, 73,6%, 79,4% et 82,0% respectivement au Maroc, chine, Turquie et en France.

Pour ce qui de la liberté financière, le Maroc, la France et la Turquie enregistrent des résultats acceptables. Les faibles scores enregistrés par les autres pays (Algérie et chine) sont inhérentes à la faible sécurité des services bancaires, à la forte présence de l'Etat dans le capital des banques, au caractère oligopolistique du marché bancaire, du marché d'assurance, à l'absence de l'autonomie de la banque centrale, etc. Dans les autres indicateurs l'Algérie est constamment à la dernière place.

En 2020, nous constatons que le classement de l'Algérie n'a pas beaucoup changé. A la lecture de la figure N°03 nous nous remarquons que la France, la Turquie et la Chine sont toujours en tête.

Figure N°03 : la qualité des institutions économiques en Algérie, Maroc, Chine, Turquie et France pour l'année 2020



Source : calculé à partir de la base de données de la fondation héritage

Section 2 : Les institutions politiques :

Dans une succession d'articles qui font référence, Kaufmann et Kraay (1999-2005) de la Banque Mondiale ont développé une approche intéressante pour mesurer la qualité des institutions politiques (la gouvernance). Les auteurs définissent la gouvernance comme les traditions et les institutions qui permettent d'exercer l'autorité dans un pays. Elle inclut la manière dont les gouvernements sont mis en place, surveillés et remplacés ; la capacité d'un gouvernement à formuler et à mettre en œuvre des politiques saines ; et le respect des citoyens et la condition des institutions qui gouvernent les interactions économiques et sociales entre eux. Les indicateurs évaluent six domaines étendus de la gouvernance : la voix et responsabilisation, la stabilité politique et l'absence de violence, l'efficacité du gouvernement, la qualité de la réglementation, l'État de droit, et enfin le contrôle de la corruption.

La première variable (voix et responsabilisation) mesure la possibilité des citoyens d'un pays à participer et à choisir le gouvernement. Elle est basée sur un certain nombre d'indicateurs

mesurant différents aspects du processus politique, des libertés civiles, des libertés de la presse et des droits humains et politiques. La deuxième variable (stabilité politique et absence de violence) permet d'appréhender l'éventualité que le gouvernement soit déstabilisé par des moyens anticonstitutionnels et/ou violents, y compris le terrorisme. La troisième variable (efficacité du gouvernement) mesure les aspects liés à la qualité et la disponibilité du service public, la bureaucratie, la compétence des fonctionnaires de l'Etat, l'indépendance de l'administration de la pression politique, ainsi que la crédibilité du gouvernement dans ses engagements et ses politiques. La quatrième variable (qualité de la réglementation) évalue l'aptitude du gouvernement à mettre en place des politiques saines et une réglementation qui permettent et incitent au développement du secteur privé. La cinquième variable (État de droit) mesure la confiance dans les lois et les règles de la société, y compris la qualité des droits de propriété, la police et les tribunaux, ainsi que les risques de crime. Elle mesure également le degré de respect de ces lois et de ces règles. Enfin, la sixième variable (contrôle de la corruption) mesure l'étendu de la corruption et la manière avec laquelle le pouvoir public est exercé à des fins privées. Cette variable prend en compte toutes les formes de Corruption, y compris la « capture » de l'Etat par une élite. ¹

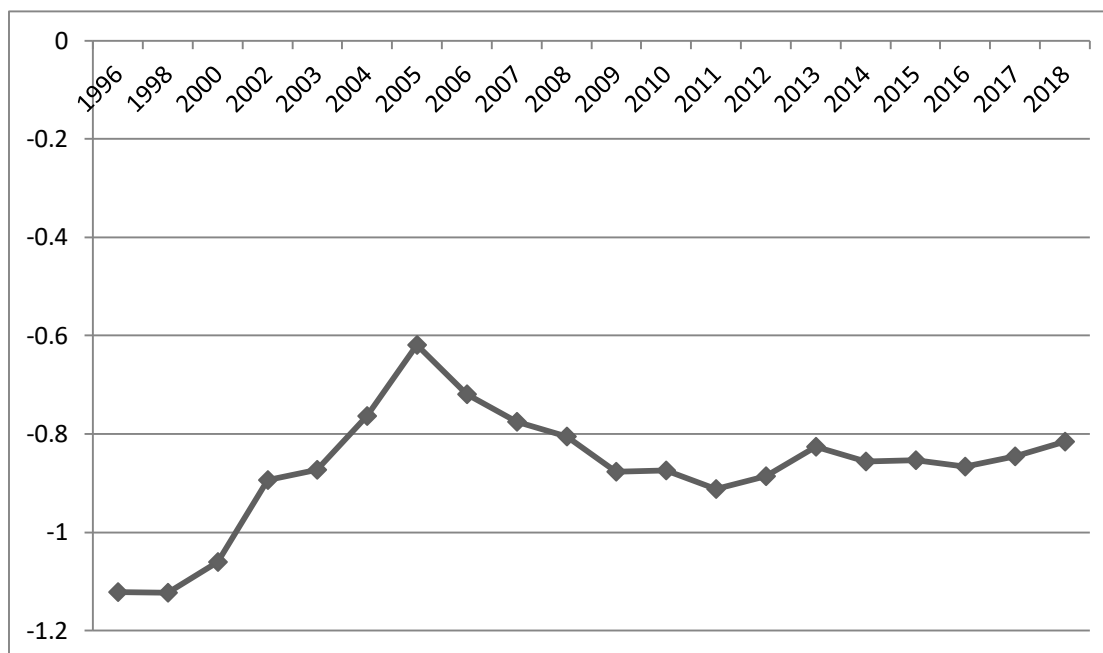
2.1. L'évolution de la qualité des institutions politiques algériennes (1996-2018) :

Dans ce qui suit nous présenterons l'évolution des différentes sous-variables constituant la qualité des institutions. Ces informations sont issues de la base données de la banque mondiale durant la période 1996-2018.

La figure N° 4 présente l'évolution de l'indice global des institutions politiques. Cette figure montre que l'Algérie est caractérisée par une mauvaise gouvernance parce que cet indice est constamment négatif. Cet indice a connu une amélioration depuis 1996 jusqu'à 2005 suite à l'adoption du programme d'ajustement structurel et les réformes menées dans le début de la décennie 2000. A partir de 2005, cet indice a enregistré une tendance à la baisse suite à la généralisation de la corruption et le recul enregistré en matière des droits civiques.

Figure N°04 : l'évolution de l'indice global de la liberté politique

¹EL MORCHID Brahim, 2010, « la qualité institutionnelle constitue-elle une barrière à la relance économique ? Application à un échantillon de pays africains », Conférence Guy Mhone sur la renaissance et la relance des économies africaines, Dar es Salam, Tanzanie



Source : établie sur la base des données de la banque mondiale.

Par indicateur, le tableau N° 5 montre que les six indicateurs de Kaufmann ont tous des valeurs négatives. En effet :

L'Algérie se situe dans une zone d'évaluation négative des institutions entre -0,2 et -0,4 la « stabilité politique et l'absence de violence » partent d'un niveau très bas dans la seconde moitié des années 1990 (décennie noire) de violence et de guerre civile. L'indicateur remonte de 1998 à 2000, sans doute sous l'effet de la fin et la mise en œuvre du processus de condonation civile sous l'ère du président Bouteflika, puis l'indice regagne des points à la hausse de 2003 à 2005, une dégradation tendancielle s'observe néanmoins jusqu'en 2018.

L'ensemble des indicateurs de bonne gouvernance suit une tendance commune en Algérie, avec l'indice « voix et responsabilisation » qui connaît la même dégradation postérieure à 2005. L'indice politique « voix responsabilisation » part de -1,2 en 1996 pour grimper à -0,8 en 2005 puis redescendre à -0,1 en 2018. Cet indice de perception de la gouvernance politique peut s'interpréter comme une baisse dans la perception des libertés civiles et politiques des citoyens et une moindre influence sur les gouvernants.

« L'efficacité gouvernementale » connaît une légère régression en 1998 et 2000, puis se redresse jusqu'en 2005 pour ensuite diminuer légèrement.

« la qualité de la réglementation » part d'un niveau en 1996 à -0,9 pour fléchir après 2005, tout comme les autres indicateurs en Algérie sur la période, le fléchissement amorcé en 2005 peut

Chapitre II - Qualité des institutions et croissance économique en Algérie

s'interpréter comme une dégradation de la perception de la bonne gouvernance algérienne : la dégradation à partir de 2005 de l'indice de qualité de la réglementation passant de -0,5 à -1,2, peut se comprendre par une politique antilibérale comme un contrôle des prix et du système bancaire et la mise en place d'un contrôle du commerce.

« Le contrôle de corruption se stabilise parallèlement en 1996 jusqu'à 2018.

Tableau N°03 : les indicateurs de la qualité des institutions politiques en Algérie

P'année	Voix et responsabilisation	Stabilité politique et absence de violence	Efficacité du gouvernement	Qualité de la réglementation	Etat de droit	Contrôle de la corruption
1996	-1,16629	-1,78003	-1,08877	-0,90744	-1,2182	-0,56674
1997	/	/	/	/	/	/
1998	-1,24434	-1,87588	-0,829	-0,74481	-1,16056	-0,88178
1999	/	/	/	/	/	/
2000	-1,11005	-1,43201	-0,96384	-0,70539	-1,21134	-0,93791
2001	/	/	/	/	/	/
2002	-1,04466	-1,63323	-0,59752	-0,58347	-0,63016	-0,87568
2003	-1,07672	-1,75363	-0,61237	-0,51723	-0,58764	-0,69226
2004	-0,80206	-1,35952	-0,57263	-0,54413	-0,62091	-0,67948
2005	-0,71569	-0,91521	-0,46757	-0,3834	-0,75083	-0,48217
2006	-0,91688	-1,12645	-0,47264	-0,57155	-0,70859	-0,52134
2007	-0,98412	-1,14836	-0,56573	-0,62203	-0,77275	-0,55993
2008	-0,97971	-1,09399	-0,62653	-0,79461	-0,74147	-0,59457
2009	-1,03843	-1,19708	-0,58294	-1,0738	-0,79354	-0,57788
2010	-1,02234	-1,25937	-0,47954	-1,17103	-0,78495	-0,52485
2011	-1,00412	-1,36056	-0,56462	-1,18957	-0,80767	-0,54458
2012	-0,90603	-1,32504	-0,53232	-1,27687	-0,77228	-0,50322
2013	-0,89335	-1,20237	-0,53419	-1,16597	-0,68937	-0,47348
2014	-0,8152	-1,19054	-0,47755	-1,28296	-0,77317	-0,60003
2015	-0,84907	-1,09016	-0,50088	-1,17361	-0,86394	-0,64557
2016	-0,86317	-1,09753	-0,53116	-1,17188	-0,8574	-0,67789
2017	-0,90488	-0,91567	-0,58916	-1,1963	-0,86394	-0,60418
2018	-0,98098	-0,79378	-0,44392	-1,26375	-0,77531	-0,63647

Source : établi sur la base des données de la banque mondiale.

Chapitre II - Qualité des institutions et croissance économique en Algérie

Les notes obtenus sont inquiétantes et confirment les mauvais résultats économiques, les échecs des réformes et la généralisation de la corruption. Surtout en matière d'absence d'une stabilité politique et absence de violence. Malgré la mise en place des tribunaux spécialisés (tribunaux administratifs, tribunaux commerciaux, etc.) et l'adoption de nouveaux textes (code commercial, code des marchés publics, etc.), il semble que le système n'a beaucoup changé en l'Algérie.

2.2. Comparaison de la qualité des institutions politiques dans quelques pays

Le tableau N° 06 présente les résultats des six indicateurs mesurant la qualité des institutions politiques en Algérie, Maroc, Chine, Turquie et France en 1996

Tableau N°04 : les composantes de la qualité des institutions politiques dans un échantillon de 05 pays en 1996

Nom	Voix et responsabilisation	Stabilité politique	Efficacité du gouvernement	Qualité de la réglementation	Etat de droit	Contrôle de la corruption
Algérie	-0,16629	-0,79378	-0,08877	-0,90744	-1,2128	-0,56674
Maroc	-0,41685	-0,2074	-0,10441	-0,0256	0,221231	-,10693
Chine	0,336226	0,577104	1,036225	1,677795	0,750566	1,444894
Turquie	-1,02149	-1,25576	-0,07613	0,103579	-0,13879	-1,14807
France	1,311158	0,888228	1,251857	1,048776	1,483683	1,247409

Source : établi sur la base des données de la banque mondiale.

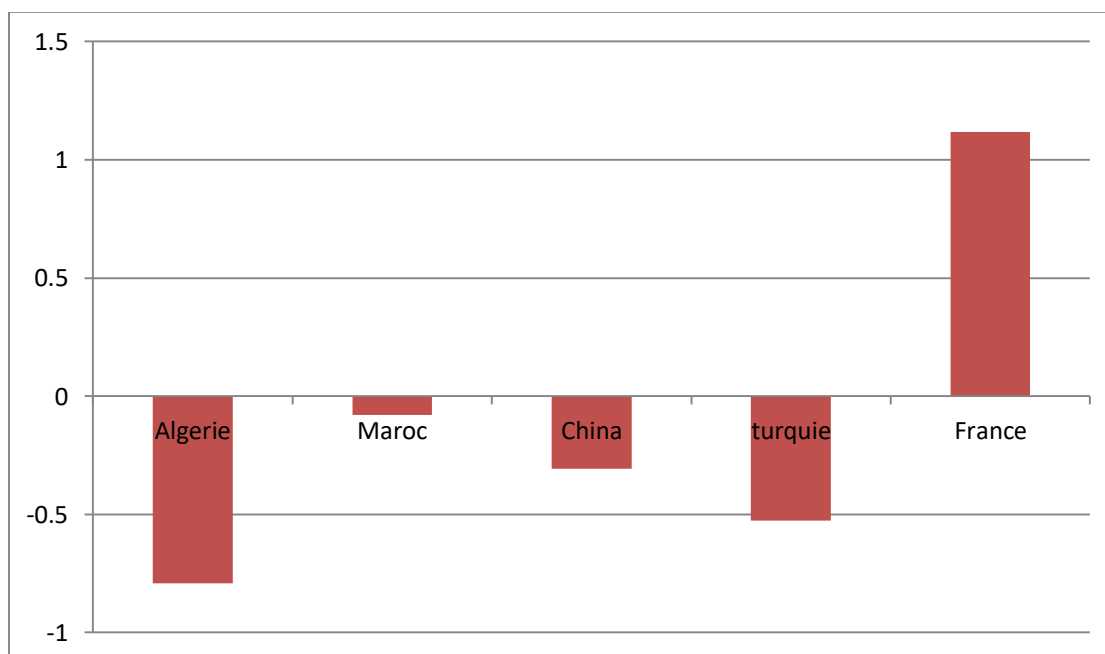
La lecture du tableau fait apparaître trois principales remarques. D'abord, nous constatons que tous les résultats obtenus en Algérie sont négatifs contrairement aux résultats obtenus en Chine et en France et qui sont positifs. Nous signalons également que Maroc et Turquie enregistrent aussi des notes négatives. Enfin, nous déduisons qu'en 1996 l'Algérie a le même niveau, en termes de la qualité des institutions politiques, que le Maroc et la Turquie, ces pays demeurent caractérisés par une qualité médiocre de leurs institutions politiques.

Tableau 05 : les composantes de la qualité des institutions politiques dans un échantillon de 05 pays en2018 :

Nom	L'indice global	et Voix responsabilisation	Stabilité politique	du Efficacité gouvernement	la Qualité de réglementation	Etat de droit	la Contrôle de corruption
Algérie	-0,792794	-0,98098	-0,79378	-0,44392	-1,26375	-0,77531	-0,6364
Maroc	-0,07932	0,66304	-0,33189	-0,2093	-0,24294	-0,13848	-0,2164
China	-0,306358	-1,44938	-0,261069	0,477128	-0,13502	-0,20157	-0,27124
Turque	-0,524902	-0,83294	-1,32878	0,006097	-0,04748	-0,3193	-0,33538
France	1,116512	1,179415	0,10913	1,480526	1,173062	1,440087	1,316893

Source : établi sur la base des données de la banque mondiale.

Figure N°05 : la qualité des institutions politiques en Algérie, Maroc, Chine, Turquie et France pour l'année 2018



Source : établi sur la base des données du tableau N°07.

Nous remarquons que les situations des différents pays n'ont pas beaucoup changé en l'année 2018 par rapport à 1996. Dans cet échantillon de pays l'Algérie demeure le pays le plus mal gouverné les.

Section 3 : la croissance économique en Algérie (1962-2019) :

3.1 Présentations de l'économie Algérienne :

Durant la période 1962-1978 l'économie était planifiée et marquée principalement par la nationalisation des secteurs clés de l'économie, la mise en place d'un processus de planification centralisé, la création d'une structure industrielle ainsi que le para clément des mines et des compagnies d'assurance étrangère et la signature d'accords de coopération avec la France. L'année 1971 a été marquée par la nationalisation des hydrocarbures avec l'acquisition par l'Etat de 51% des sociétés pétrolières françaises présentes en Algérie.

Différents plans nationaux vont ainsi se succéder de 1967 à 1977, pour le secteur des hydrocarbures un ambitieux plan de valorisation de toutes les catégories de ressaies énergétique (pétrole, condensat, gaz naturel) à été lance en 1978. C'est un programme de 30 ans, dont le cout devrait dépasser 35 milliards USD, c'est un montant qui représente quatre fois l'encours de la dette déjà contractée au moment de son lancement, cependant ce plan sera abandonnée

Au début des années 1980 l'économie algérienne a commencé à être restructurée, et l'aggravation de la crise économique en Algérie a la suite du choc pétrolier dès 1986, la baisse régulière du prix du brut amorcée à la mi 1985 s'accélère en 1986 et le niveau des prix atteint son plancher et dévoile brutalement les dysfonctionnements structurels de l'économie algérienne, la chute des prix du pétrole de 40% réduite a néant les illusions de puissance du potentiel industriel algérien et révèle la dépendance et la fragilité d'un système construit sur la seul performance du secteur des hydrocarbures.

Des difficultés de fonctionnement de l'industrie algérienne ont été croissantes depuis 1986 marqué par un troisième choc pétrolier qui a violement privé l'Etat de plus d'un tiers de ses ressources en devises. Ainsi ce manque provoquera des conséquences sur le plan social et économique du pays. A l'époque l'Etat a préféré recourir à l'endettement extérieur pour maintenir le niveau de vie de la population et de la nomenclature liée aux contrats

d'importations, cet accord signé en 1994 avec le FMI (fonds monétaire international) s'est soldé par la perte des milliers d'emplois et le revenu moyen de pays chute drastiquement.

A l'entame de l'année 1994, le passage d'une économie dirigée à une économie de marché est conforté par la dévaluation du dinar algérien la libéralisation du commerce extérieur, la liberté des prix et le rattachement de la dette extérieure, avec l'ancrage à l'économie du marché, la classe moyenne, majoritairement composée de fonctionnaires, s'est retraitée décimée en quelques années, vingt ans le passage à l'économie du marché, l'économie algérienne demeure très peu industrielle avec un secteur pesant moins de 5% du PIB et est principalement constituée de petits services et de commerce 83% de la superficie économique elle est également caractérisée par les sureffectifs dans les entreprises publiques, ainsi que dans l'administration. Les vents du secteur énergétique représentent encore plus de 95% de ses recettes et 60% du budget de l'Etat algérien.

En 2015 le pays est conforté à une forte chute de ses revenus pétroliers (-43,71%) aggravant fortement le déficit de balance commerciale. La balance des paiements atteint le niveau record de -10,72 milliards de dollars au premier trimestre.

En 2017 le cabinet de conseil et d'intelligence économique oxford business group (OGB) sur l'Algérie met l'accent sur les efforts consacrés par le pays pour renforcer et diversifier son économie. La contribution croissante de secteur privé dans le PIB en particulier du rôle des petites et moyennes entreprises (PME) soutenues par de nouvelles mesures. Ainsi que le secteur des services financiers qui connaît des évolutions positives telles que l'instauration du paiement en ligne.²

L'évolution de l'économie algérienne est positive au niveau des résultats du commerce et de l'équilibre macroéconomiques, elle reste toutefois fortement dépendante de la fluctuation des prix du pétrole, tant au niveau économique (97 % des recettes d'exportation) que budgétaire (60 % des recettes de l'État proviennent de la fiscalité pétrolière). Tout en dégagant ces dernières années des excédents budgétaires importants, l'économie algérienne reste marquée par un niveau relativement faible des taux de croissance et la persistance d'un niveau de chômage assez préoccupant (20 % environ de la population active dont 80 % des jeunes, dont 200 000 arrivent annuellement sur le marché de l'emploi). Le taux de croissance nécessaire pour

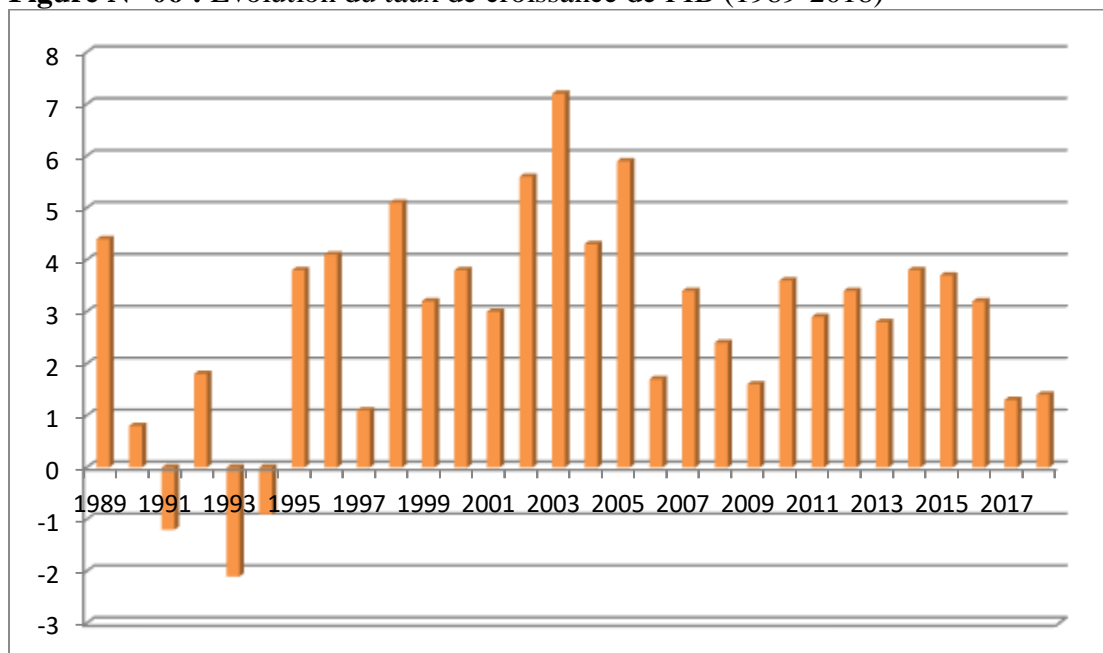
²-Algérie : chronologie, par Olivier Perronet, le monde diplomatique, le 5 juillet 2012 Repris par Wikipédia, org.

entamer une décrue décisive et durable du chômage est estimé à plus de 7 % l'an. Ce taux est actuellement inférieur à 6 %. Conjugué aux effets induits par l'ajustement structurel, le renforcement des potentialités exportatrices de l'Algérie en hydrocarbures a permis aux finances algériennes d'afficher des performances réelles avec un budget en équilibre, un solde de la balance des paiements positif et des réserves de changes en croissance régulière (32,5 milliards USD en 2003 et 42,3 milliards USD en 2004, 60 milliards USD (estimation pour 2005). Les réserves de changes étaient de 2,6 milliards USD seulement en 1994. Les équilibres macro-financiers retrouvés, le gouvernement à initier en 2001 un ambitieux programme de soutien à la relance économique (PSRE) s'articulant autour d'activités productives agricoles, au renforcement des services publics dans les domaines de l'hydraulique, des domaines de l'hydraulique, des transports et des infrastructures, ainsi qu'à l'amélioration du cadre de vie, au développement local et au développement des ressources humaines. Ce programme va ensuite être complété, pour la période 2005-2009, par un programme non moins ambitieux, doté de 55 milliards USD, soit 4200 milliards de dinars : le programme complémentaire de soutien à la croissance (PCSC). Le PIB, qui s'est stagnait depuis 1995, croît de nouveau depuis 2000 à 51,5 milliard USD en 2001, soit un accroissement de près de 50%, 86 milliards USD en 2004. Cette progression a permis au PIB/habitant d'enregistrer une nette amélioration au cours de cette période, après toute une décennie de chute régulière, parfois très brutale. Le PIB/habitant était d'environ 2600 USD en 2004. Un niveau encore nettement insuffisant eu égard aux potentialités de l'Algérie. En parité de pouvoir d'achat, ce revenu est équivalent à environ 6500 USD (chiffres PNUD). Dans l'agrégat dette, l'amélioration est tout aussi nette. Le stock de la dette publique est en décroissance continue.³

³ABERKANE Hafid (2015) « institutions et croissance économique en Algérie » mémoire master, université de Bejaia

3.2. Evolution du taux de croissance PIB :

Figure N° 06 : Evolution du taux de croissance de PIB (1989-2018)



Source : base de données de la banque mondiale

Le tableau ci-dessus reflète une faiblesse tout au long de la période (1989 à 2018), exception faite pour les années allant de 2002 jusqu'à 2005, durant lesquelles cet indicateur a atteint les niveaux dépassant le seuil de 5%.

L'évolution du taux de croissance comparé à la stabilité politique permet de faire le lien entre l'économie et politique sans toutefois permettre de décaler les flexions dans le changement de stabilité politique et leur impact sur le développement économique. Notamment, la structure de l'économie algérienne révèle une diminution de secteur des biens manufacturés échangeable alors que se renforce dans les années 1989 à 1994 le secteur des hydrocarbures qui tire la croissance au même titre que secteur des biens non échangeables constitué par les travaux publics et les services. Connaissant des hauts et des bas où on remarque des pics durant les années 1998 jusqu'à 2010. A partir de 2011 l'évolution de cet indicateur représente une légère tendance vers la hausse avec des taux de 2.9, 3.40, 2.80, 3.80, 3.7 et 3.20 correspondant à la croissance du PIB réel s'est établie à 3.7 en 2015 contre 3.80 en 2014, tirée principalement par l'agriculture. Cette situation conjoncturelle devrait être une opportunité d'accélérer les réformes visant la diversification et la transformation structurelle de l'économie. En 2016, 2017 et 2018 le taux de croissance est en diminution. Elle représente une légère tendance vers bas de taux de 3.2, 1.3 et 1.4 respectivement. Comparativement à

l'évolution de prix du pétrole, on peut remarquer l'existence d'une convergence de ses deux indicateurs, particulièrement durant la période d'après 1999, où les cours du pétrole ont connu une hausse considérable.

3.3 La désindustrialisation en Algérie (1989-2011)

On présente souvent L'Algérie comme un pays pétrolier. Les hydrocarbures y teintent une place centrale. La part de l'industrie Hors hydrocarbure dans le PIB décroît continument de 1986 à 2008. Alors que la part du secteur des hydrocarbures croît sur la même période pour se stabiliser à 27% du PIB sur fin de la décennie 1990, puis remonter après de 50% en 2005 la part de PIB a représenté 85% de PIB en 2001 entre 7,8 % en 2000, la croissance du secteur a été de 6% en 2001, la valeur ajoutée du PTB a connue en 2002 sa plus forte croissance 8% depuis six ans ; la part de l'industrie Hors hydrocarbure (HH) dans le PIB décroît continument de 1986 à 2001, alors celle de hydrocarbure croît sur la même période pour se stabiliser entre 27% et 28% sur décennie 1990. Dans le secteur des industrie HH , la part de secteur public se renforce au détriment du privé sur la période 1986-1994 pour atteindre 83,5 % de la valeur ajoutée industrielle, le secteur privé ne représente donc plus que 16% en 1994, cependant l'industrie privé remonte à 27% de la valeur ajoutée de l'industrielle, dans l'ensemble de la variation des poids respectifs du secteur public et privé s'inscrivent dans un contexte de désindustrialisation et de la crise économique qui pause à l'option depuis 1994 des plans d'ajustement structurelle. Les secteurs industriels publics et particulièrement marqué une crise économique et financière. Dans le secteur agriculture dans la production totale a été de 9,2% de PIB contre 8% en 2000. La croissance de cette secteur a régressé de 1,3 % en 2002 de sait d'un la pelvimétrie on suffisant sur la production céréalière -24% l'agriculture à enregistre une croissance de 1,9% contre 3,1% en 2004. En 2006 l'agriculture contribue à 9% de PIB et emploi 25% de la population active. En 2007 les résultats exposés devant le conseil d'environnement donnent une contribution du secteur de l'agriculture de 8% de PIB.

La part de l'industrie des hydrocarbures dans le PIB décroît continument de 2012-2018. Alors que l'économie algérienne a réalisé une croissance de 1.4% en 2018. Cette croissance sert légèrement supérieure à celle de 2017 (1.3% mais en net rapport aux années 2015 et 2016 qui étaient respectivement de 3.7% et 3.2%). La croissance en 2018 est encore positive malgré le contexte de déficit des comptes courants de la balance des paiements, de baisse des réserves de change et également de baisse de la croissance dans le secteur des hydrocarbures. La

croissance a été tirée par les secteurs de l'agriculture, de l'industrie avec des accroissements respectifs de leurs valeurs ajoutées de 5%, 5.2% et 4.1%.

La croissance du secteur de l'agriculture en 2018 est due à une production de céréales longuement plus importantes que celle de l'année 2017, soit 61.0 millions de quintaux en 2018 contre 34.8 millions de quintaux en 2017 mais également à un meilleur comportement des autres spéculations. Ainsi la production végétale hors céréales connaît un taux de croissance de 51% en 2018 contre 0.4% en 2017.

La part de secteur des hydrocarbures s'est de nouveau caractérisé par des baisses d'activité dès 2017 et encore plus marquées en 2018 soit respectivement -2.4% et -6.4%. L'observation des évaluations du secteur hydrocarbures permet d'avoir la mesure des auxquels il est confronté et par extension globale du fait de la part importante qu'il représente dans le PIB. En 2018, les exportations d'hydrocarbures en valeurs courants en forts augmentation avec des taux de croissance de 20.6% en 2017 et 22.5% en 2018.

Dans l'autre part de la croissance industrielle a été de l'ordre de 4.19% en 2018 contre 4.7% en 2017 soit un léger ralentissement mais la configuration de la croissance industrielle demeure similaire à celle des années précédentes.

La part du secteur du PIB y compris les services et travaux public pétroliers croît à un taux de 5.2% par rapport à 2017. Désormais, le secteur du PIB semble se stabiliser après une forte croissance durant une décennie adossée à un investissement public important

Tableau N°06 : contribution des différents secteurs au PIB (1989-2018)

Année	Agriculture	Industrie HH	Hydrocarbure	BTP	PIB
1989	14,5	13,5	20,8	14,0	100
1990	13,2	14,1	26,4	12,0	100
1991	11,6	13,2	31,3	10,4	100
1992	13,9	13,8	27,2	11,1	100
1993	13,0	13,0	24,6	12,0	100
1994	11,4	12,7	27,1	11,9	100
1998	11,5	10,6	27,9	10,8	100
1999	11,1	8,6	27,4	9,6	100
2000	8,4	7,2	39,4	7,8	100
2001	10,0	7,4	34,1	8,5	100
2002	9,3	7,3	32,8	9,1	100
2003	10,9	7,5	39,7	8,5	100
2004	10,4	7,0	41,8	8,2	100
2005	8,3	6,0	48,3	7,2	100
2006	8,1	5,7	49,5	7,7	100
2007	8,2	5,2	47,8	8,5	100
2008	7,1	5,1	50,3	8,7	100
2009	10,5	6,5	35,2	11,3	100
2010	9,7	5,9	40,0	11,4	100
2011	9,6	5,4	43,2	10,4	100
2012	9,4	4,8	36,3	9,9	100
2013	10,6	5,0	32,2	10,6	100
2014	11,1	5,2	29,1	11,2	100
2015	12,7	5,9	20,5	12,5	100
2016	12,7	5,8	18,0	12,3	100
2017	12,4	5,9	20,7	12,3	100
2018	12,4	5,8	23,2	12,0	100

Source : construction personnelle à partir des données de l'ONS et la Banque d'Algérie

Conclusion :

A travers ce chapitre, nous sommes parvenus à mettre en exergue l'importance de la qualité des institutions sur la croissance économique en Algérie, pour se faire, nous avons mesuré la qualité des institutions à partir de deux sources connues à savoir la fondation héritage, et la banque mondiale. Les données de ces organismes ont montré que l'échec des réformes économiques en Algérie est dû à la mauvaise qualité des institutions économiques et politiques en Algérie.

L'économie algérienne a, depuis le début du troisième millénaire, connu une situation d'aisance financière sans précédent due principalement à la hausse des prix du pétrolier, cette aisance financière l'a conduite l'adoption de plusieurs plans de développement qui reposent essentiellement sur des enveloppes budgétaires importantes sensées établir une base économique solide et faire sortir l'économie de la dépendance et de sa vulnérabilité pétrolière. Malheureusement, l'économie algérienne est en perpétuelle désindustrialisation et demeure encore largement dépendante de l'étranger.

Chapitre III
Etude économétrique
de l'impact de la qualité des institutions
sur la croissance économique

Chapitre III- Etude économétrique de l'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique

Introduction

L'économétrie est une discipline qui aide à vérifier les relations existantes entre les variables et les théories alternatives, les reliant par des évidences chiffrées, et ce, en utilisant souvent des méthodes statistiques et mathématiques spéciales. Dans ce dernier chapitre nous serons amenés à vérifier les hypothèses de notre travail à savoir, l'hypothèse d'existence d'une relation linéaire et d'un impact significatif de qualité des institutions sur la croissance économique en Algérie durant la période 1991-2018.

Ainsi, nous allons dans un premier temps, exposer un certain nombre de concepts économétriques de base, en vue de cerner les séries temporelles, puis nous procéderons à l'étude de la modélisation vectorielle VAR (choix du nombre de retards, estimation du modèle VAR, les conditions de stationnarité), en vue d'expliquer les différentes applications de ce modèle (causalité au sens de GRANGER, analyse des fonctions des réponses impulsionnelles).

Pour ce faire, nous allons diviser le présent chapitre en deux sections : la première sera consacrée à la présentation théorique des méthodes du modèle VAR. La deuxième section sera consacrée à la présentation des données et variables utilisées dans la modélisation de impact de la qualité des institutions sur la croissance économique, Pour l'estimation, l'application utilisée est le logiciel EVIEWS 10, spécialisé en économétrie approfondie et l'analyse des séries temporelles, qui nous permettra de dégager les principaux résultats et les tests appropriés.

Section 01 : Présentation des instruments statistiques utilisés

Dans cette section, nous allons étudier le cadre théorique de la modélisation économique, en définissant les différents tests qui seront utilisés dans notre étude empirique, en commençant par la stationnarité jusqu'au test de la causalité de GRANGER.

1.1. Définitions

1.1.1. Séries chronologique

Une série temporelle ou série chronologique est une suite de nombre réels, indexés par les entiers relatifs tels que le temps. Pour chaque instant de temps, la valeur de la quantité étudiée

Chapitre III- Etude économétrique de l'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique

X_t est appelée variable aléatoire. L'ensemble des valeurs X_t quand t varie est appelé processus aléatoire.

1.1.2. Processus aléatoire

On utilise le processus aléatoire pour décrire la loi de probabilité d'un certain nombre de variables aléatoires indexées par rapport aux temps dont le comportement ne peut pas être exprimé entièrement par une relation déterministe. Du fait que chaque variable aléatoire qui présente ses propres caractéristiques La connaissance de cette loi de probabilité nous permettra par la suite d'attribuer aux valeurs futures de X des probabilités de réalisation. Il existe deux types de série temporelle particulière :

1.1.3 Série stationnaire

Une série est dite stationnaire si les caractéristiques d'espérance et de variance se trouvent invariantes dans le temps. Une série pour $t=1, \dots, n$ est dite stationnaire si :

La moyenne est constante indépendante du temps : $E(X_t) = E(X_{t+k}) = \mu$

La variance est indépendante du temps : $V(X_t) < \infty$

La covariance est indépendante du temps ;

$COV(X_t, X_{t+k}) = E[(X_t - \mu)(X_{t+k} - \mu)] = \gamma_k$

+Il existe deux types de séries temporelles stationnaires :

➤ Teste « bruit blanc » et de stationnarité :

Un bruit blanc est un cas particulier de processus stochastique pour la valeur prise X à la date T , est régie par l'équation suivante : $X_t = \epsilon_t$; où ϵ_t est une variable aléatoire. On note que ce processus présente la particularité de ne faire dépendre la valeur de X à la date T ni des valeurs passées de cette variable ni des perturbations subies par le passé. Nous ne pouvons identifier clairement les caractéristiques stochastiques d'une série chronologique. L'étude de stationnarité s'effectue essentiellement à partir de l'étude d'ADF. Une série chronologique est dit

Chapitre III- Etude économétrique de l'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique

stationnaire si ne comporte ni tendance ni stationnarité. Nous allons donc, à partir de l'étude d'une série, essayer de montrer de quelle manière nous pouvons mettre en évidence ces deux composantes.

1.1.4 La non- stationnarité : Les processus TS et DS :

Les chroniques économiques sont rarement des réalisations de processus aléatoires stationnaires. Ainsi l'origine de la non stationnarité peut provenir d'une dépendance du moment d'ordre un (l'espérance) par rapport au temps et/ou d'une dépendance de la variance ou des autos covariances par rapport au temps. Pour analyser la non-stationnarité, il existe deux types de processus :

- ✓ Les processus **TS (Trend Stationary)** qui présente une non-stationnarité de type déterministe.
- ✓ Les processus **DS (DifferencyStationary)** distingué pour les processus non stationnaires aléatoires.

➤ Le processus TS (Trend Stationary)

Un processus TS s'écrit : $X_t = f(t) + \epsilon_t$ où $f(t)$ est une fonction polynômiale du temps, linéaire non linéaire, et ϵ_t un processus stationnaire. Le processus TS le plus simple (et le plus répandu) est représenté par une fonction polynômiale de degré 1. Le processus TS porte alors le nom de linéaire s'écrit sous la manière suivante :

$$X_t = a_0 + a_1 t + \epsilon_t$$

➤ Le processus DS (DifferencyStationary)

Les processus sont des processus que l'on peut rendre stationnaire par l'utilisation d'un filtre aux différences : $(1 - D)^d X_t = \beta \epsilon_t$ où (ϵ_t) est un processus stationnaire constante réelle, (D) l'opérateur décalage et (d) l'ordre du filtre aux différences. Ces processus sont souvent présentés avec l'utilisation du filtre aux différences premières ($d = 1$), Le processus est dit alors processus du premier ordre. Il s'écrit.

Chapitre III- Etude économétrique de l'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique

$$(1-D) X_t = \beta + \varepsilon_t \Leftrightarrow X_t = X_{t-1} + \beta + \varepsilon_t$$

L'introduction de la constante de β dans le processus DS permet définir deux

- $\beta = 0$: le processus DS est dit dérivé, il s'écrit

Pour stationnariser le processus on passe à la différenciation

$$\left\{ \begin{array}{l} X_t = X_{t-1} + \varepsilon_t \\ X_t - X_{t-1} = \varepsilon_t \\ DX_t = \varepsilon_t \end{array} \right.$$

ε_t est un bruit blanc donc la série (DX_t) est stationnaire.

$\beta \neq 0$: le processus porte alors le nom de processus DS avec dérive. Il s'écrit :

$$X_t = X_{t-1} + \varepsilon_t$$

1.2. Etude de la stationnarité

Avant d'étudier la stationnarité, il est nécessaire d'expliquer certains termes :

- **Séries temporelles** : servent à étudier l'évolution des variables dans le temps et permettent d'analyser l'impact d'une variable économique dans un secteur sur un autre dans le même secteur ou dans un autre secteur.
- **La fonction d'auto corrélation** : c'est le coefficient de corrélation entre deux composantes de dates différentes.

1.2.1- Les tests de racine unitaire (teste de Dickey –Fuller 1979)

Chapitre III- Etude économétrique de l'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique

Les tests de racines unitaires (Unit Root Test) permettent non seulement de détecter l'existence d'une non stationnarité mais également de déterminer le type de la non stationnarité (processus TS ou DS) et donc la bonne méthode pour stationnariser la série. Dans ce contexte, Dickey-Fuller considèrent trois modèles de base pour la construction de ces tests, à savoir 99 :

***Modèle [1]** : sans tendance et sans constante : $X_t = \phi X_{t-1} + \varepsilon_t$

***Modèle [2]** : avec constance et sans tendance : $X_t = c + \phi X_{t-1} + \varepsilon_t$

***Modèle [3]** : avec tendance et avec constance : $X_t = c + b + \phi X_{t-1} + \varepsilon_t$

Afin de faciliter l'application des tests on estime les modèles (1), (2), (3) sous la forme Suivante :

$$\left\{ \begin{array}{l} \Delta X_t = \phi X_{t-1} + \varepsilon_t \\ \Delta X_t = c + \phi X_{t-1} + \varepsilon_t \\ \Delta X_t = c + b + \phi X_{t-1} + \varepsilon_t \end{array} \right.$$

Les principes généraux du teste sont comme suite :

On estime par la méthode des moindres carrées ordinaires (MCO), le paramétré (ϕ) noté ($\hat{\phi}_1$) pour les modèles [1], [2] et [3], l'estimation des coefficients et des écarts types du modèle par les moindres carrées ordinaires fournit $t\hat{\phi}$ qui est analogue à la statistique de student (rapport du coefficient sur son écart type).

- Si $\hat{\phi} \geq t$ -table on accepte H1. (série non stationnaire)
- Si $\hat{\phi} < t$ -table on accepte H1. (série stationnaire)

1.3. La modélisation vectorielle

La modélisation vectorielle est nécessaire dans une analyse économétrique, car il exploite sans contrainte tous les liens de causalités entre les déterminants d'un phénomène.

1.3.1. Présentation du modèle Vecteur Auto Régressif

Chapitre III- Etude économétrique de l'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique

C'est un groupe de variables aléatoires temporelles, qui permet d'expliquer une variable par rapport à ses retards, et ce en fonction de l'information contenue dans d'autres variables pertinentes.

La construction du modèle VAR se fait d'abord par la sélection des variables d'intérêt en se référant à la théorie économique, ensuite par le choix de l'ordre des retards des variables, et enfin par l'estimation des paramètres.

La présentation du modèle VAR à (K) variables et (p) décalage noté VAR(p) s'écrit :

$$\mathbf{X}_t = \boldsymbol{\phi}_0 + \boldsymbol{\phi}_1 \mathbf{X}_{t-1} + \boldsymbol{\phi}_2 \mathbf{X}_{t-2} + \dots + \boldsymbol{\phi}_p \mathbf{X}_{t-p} + \mathbf{V}_t$$

\mathbf{X}_t : représente le vecteur de dimension ($n \times 1$) comprenant les n variables endogènes ;

t : représente un indice de temps ;

p : représente nombre de retards considérés

$\boldsymbol{\phi}_0$: vecteur de terme constant ;

$\boldsymbol{\phi}_1, \boldsymbol{\phi}_2, \dots, \boldsymbol{\phi}_p$: matrice des coefficients à estimer

\mathbf{V}_t : représente les parties non expliquées de \mathbf{X}_t .

1.3.2. Estimation et détermination du nombre de retards (p)

Les paramètres du modèle VAR ne peuvent être estimés que sur des séries temporelles stationnaires. Deux techniques d'estimation sont possibles :

- Estimation de chaque équation du modèle VAR par la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO).
- Estimation par la méthode de vrai semblance.

L'estimation d'un modèle VAR nécessite le choix du nombre de retard (p), la sélection de l'ordre des retards détermine la période maximale d'influence des variables explicatives sur la série à expliquer. Lorsque la valeur de p (nombre de retards du modèle) VAR est inconnue, il

Chapitre III- Etude économétrique de l'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique

existe des critères statistiques pour la définir, il s'agit du critère d'AKAIKE et de SCHWARZ. La procédure consiste à définir un ordre jugé suffisamment bas P min (généralement égale à 1) et ensuite tester successivement si on peut admettre l'ordre immédiatement supérieur. On s'arrête au retard P^* pour lequel la valeur de l'une des statistiques AKAIKE ou SCHWARZ est minimisée.

1.3.3. Les applications du modèle VAR

Au niveau théorique, la mise en évidence de la relation causale entre les variables économiques fournit des éléments de réflexion propices à une meilleure compréhension des phénomènes économiques.

1.3.3.1. La causalité au sens de GRANGER :

La causalité consiste à étudier l'évolution de l'ensemble des variables, et d'examiner si le passé des unes, apporte une information supplémentaire sur la valeur présente et future des autres.

Soit un processus VAR (1) pour deux variables Y_{1t} , Y_{2t}

$$Y_{1t} = \beta_0 + \beta_1 y_{1t-1} + \beta_2 y_{2t-2} + \varphi_{1t}$$

$$Y_{2t} = \alpha_0 + \alpha_1 y_{1t-1} + \alpha_2 y_{2t-2} + \varphi_{2t}$$

Le test consiste à poser ces deux hypothèses :

Y_{1t} ne cause pas y_{1t} , si l'hypothèse H_0 est acceptée $H_0 : \beta_2 = 0$

Y_{2t} ne cause pas y_{2t} , si l'hypothèse H_0 suivante est acceptée $H_0 : \alpha_1 = 0$

On teste ces deux hypothèses à l'aide d'un test de Fisher classique de nullité des coefficients.

Les statistiques du test sont notées :

$$F^* = \frac{(SCR_c - SCR_{nc})/c}{SCR_{nc}/(N-K-1)}$$

Avec :

c : le nombre de coefficient dont on teste la nullité ;

Chapitre III- Etude économétrique de l'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique

SCR_c: somme des carrés des résidus du modèle contraint ;

SCR_{nc}: somme des carrés des résidus du modèle non-contraint.

- **La règle de décision**

Si $F^* >$ à la valeur de la table \Rightarrow on rejette H_0 .

- **La cointégration**

La cointégration désigne l'existence d'une réelle relation à long terme entre des variables intégrées. En effet, le risque d'estimer des relations fallacieuses et d'interpréter les résultats de manière erroné est très élevé.

Les conditions de cointégration sont :

- Il faut que les séries soient intégrées de même ordre.
- la combinaison linéaire des deux séries permet de se ramener à une série d'ordre d'intégration inférieur.

1.3.3.2. L'approche d'ENGLE et Granger (1987) :

Le test d'ENGLE et GRANGER est une méthode de vérification d'existence d'une relation de cointégration entre deux variables intégrées et de l'estimation de cette relation. Cette méthode est valable sous l'hypothèse arbitraire qu'il existe un seul vecteur de cointégration entre les variables utilisées. Cette méthode permet donc d'estimer un MCE en deux étapes, elle fournit également un certain nombre de tests de cointégration faciles à mettre en œuvre L'inconvénient de cette approche est qu'elle ne permet pas de distinguer plusieurs vecteurs de cointégration.

1.3.3.3. Approche multi-variée de cointégration de JOHANSEN (2001) :

Les tests de JOHANSEN permettent de vérifier des hypothèses sur le nombre de vecteurs de cointégration dans un système VAR (p) reliant des variables qui sont toutes intégrées du même

Chapitre III- Etude économétrique de l'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique

ordre. Ainsi, si on analyse un comportement de N variables, on peut avoir jusqu'à $N-1$ relations de cointégration.

1.3.4. La construction d'un modèle VECM

Nous essayons ici de synthétiser les grandes étapes relatives à l'estimation d'un modèle VECM :

Étape 1: Détermination du nombre de retards du modèle (en niveau ou en Log) selon les critères AIC ou SC (*cf.* chapitre 10).

Étape 2: Estimation de la matrice \mathbf{J} et test de Johansen permettant de connaître le nombre de relations de cointégration (les logiciels proposent un certain nombre de spécifications alternatives, telles que l'existence d'un terme constant dans la relation de cointégration, contraindre $A_0 = 0$, l'existence d'une tendance déterministe, etc.).

Étape 3: Identification des relations de cointégration, c'est-à-dire des relations de long terme entre les variables.

Étape 4: Estimation par la méthode du maximum de vraisemblance du modèle vectoriel à correction d'erreur et validation à l'aide des tests usuels : significativité des coefficients et vérification que les résidus sont des bruits blancs (test de Ljung Box), tests d'hétérogénéité faible.

Enfin, nous pouvons vérifier que l'estimation par les MCO de la relation de long terme fournit des résultats à peu près similaires (en termes de significativité et de valeurs estimées des coefficients) à ceux obtenus par la méthode du maximum de vraisemblance.

Section 2 : Variables et données utilisées

2.1 Le choix des variables

La représentation économétrique se fait par une fonction mathématique composée par des variables endogènes et des variables exogènes. Nous avons essayé dans notre travail de choisir au mieux les variables qui sont en corrélation directe avec le produit intérieur brut.

Chapitre III- Etude économétrique de l'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique

De ce fait, nous avons retenu les variables suivantes ; (PIB) comme une variable endogène, cette variable endogène s'explique par plusieurs variables exogènes qui sont : l'accumulation brute des fonds fixes(ABFF), taux de change (TCH) et la population occupée (PO) et la qualité institutionnelle (INST).

Les séries que nous utiliserons comportent des données annuelles fournies par la banque mondiale, la fondation héritage, des statistiques fournies par l'ONS et les rapports annuels du FMI, la périodicité de nos séries s'étale de 1991 jusqu'à 2018, soit un total de 29 observations.

- **Le produit intérieur brut réel** : le P.I.B réel aussi dit en volume, est une mesure du produit intérieur brut basée sur la variation du PIB en volume d'une période de référence à une autre, il est mesuré aux prix réel. Les évolutions du PIB liées à l'inflation sont ainsi ôtées, ce qui permet une mesure d'avantage pertinente de la croissance économique. Le PIB réel est la valeur expliquée du modèle, il est considéré comme l'un des meilleurs indicateurs pour mesurer la croissance économique. Son augmentation signifie qu'il y a une croissance économique très importante, par contre sa diminution, renvoie à une décroissance économique.
- **L'accumulation brute des fonds fixes** : dans la comptabilité nationale l'ABFF correspond au stock d'équipement (matériel, construction...etc.) utilisé pour produire des biens et services marchands et non marchands sur le territoire national.
- **Taux de change** : Le taux de change désigne le rapport des monnaies les unes aux autres. Il permet de déterminer la valeur d'une monnaie. Il s'exprime généralement en un coefficient multiplicateur. Par exemple, si l'on parle du rapport entre le yen et l'euro, on dira 1 euro = 141 672 yens. Le taux de change permet de jouer sur la compétitivité des pays en matière d'exportation. Un taux de change avantageux permet de mieux négocier à l'international. Le taux de change peut être fixe ou variable. Il est dit fixe quand un pays le désigne artificiellement et ne le modifie que par décret. L'avantage de ce type d'accord est qu'il permet d'éviter la spéculation. En revanche, il peut causer des marchés parallèles lorsque le taux est irréaliste. Le taux est variable quand il suit le cours du marché et de la bourse. C'est le jeu de l'offre et de la demande qui crée ces variations sur le marché des devises.

Chapitre III- Etude économétrique de l'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique

- **La population occupée** : la population occupée « au sens du BIT » comprend les personnes (âgées de 15 ans ou plus) ayant travaillé (ne serait-ce qu'une heure) au cours d'une semaine donnée 'appelée de référence), qu'elle soit salariées, à leur compte, employeurs ou aides dans l'entreprise ou l'exploitation familiale. Elle comprend aussi les personnes pourvues d'un emploi mais qui en sont temporairement absentes pour un motif tel qu'une maladie (moins d'un an), des congés payés, un congé de maternité, un conflit du travail, une formation, une intempérie,...les militaires du contingent, les apprentis et les stagiaires rémunérés font partie de la population active occupée.
- **Qualité institutionnelle (INST)** : mesuré par un indicateur composite de la fondation héritage¹, il est obtenu par la synthétisation des douze variables suivantes : droit de propriété , efficacité judiciaire, santé fiscale, charge fiscale, les dépenses gouvernement, liberté travaux, liberté monétaire, liberté d'affaire, liberté commerciale, liberté d'investissement et liberté financière.

2.2Analyse graphique et statistique des variables

Avant de procéder à une analyse statistique des différentes séries temporelles, il est utile de commencer par une analyse graphique, car elle nous permettra d'avoir une idée sur les propriétés statistiques des variables. Nous disposons des données annuelles couvrant une période de 29 ans. Il s'agit de Cinq variables : produits intérieur brut, l'accumulation brute des fonds fixe, taux de change, la population occupée et les institutions.

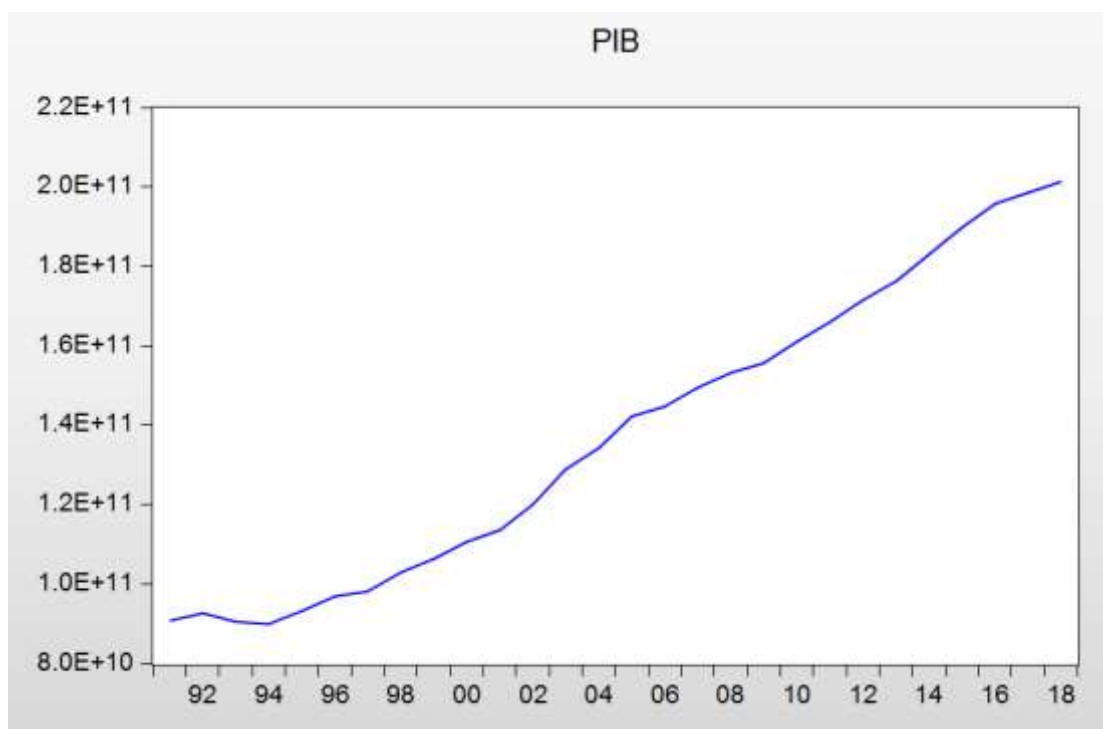
A. Graphique des séries temporelles

Les graphes ci-dessous illustres l'évolution du produit intérieur brut, et ses déterminants, au sein de l'économie algérienne durant la période allant de 1991 à 2018.

¹Les données sont disponibles depuis 1995 alors que notre étude s'étend sur la période 1991-2018. Pour lever cette contrainte nous avons retenu pour les années 1991, 1992, 1993 et 1994 le score de l'année 1995.

➤ Le produit intérieur brut constat PIB

Graph N° (2.1) : Evolution du PIB en Algérie de 1991-2018



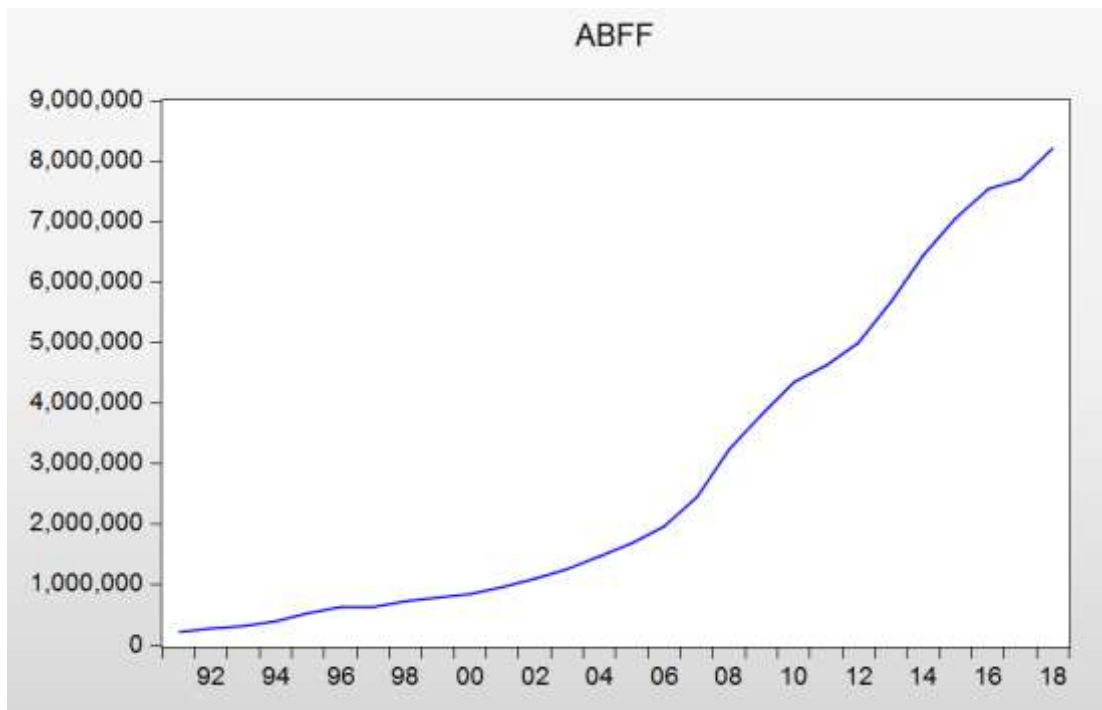
Source: Elaborer à partir de logiciel EVIEWS 10

A la lecture de ce graphique, nous remarquons une évolution de la série PIB haussière ce qui correspond à la stabilité totale du PIB. De ce fait, la série n'est pas stationnaire.

Chapitre III- Etude économétrique de l'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique

➤ L'accumulation brute des fonds fixes

Graph N° (2-2) : l'évolution d'ABFF en Algérie 1991-2018



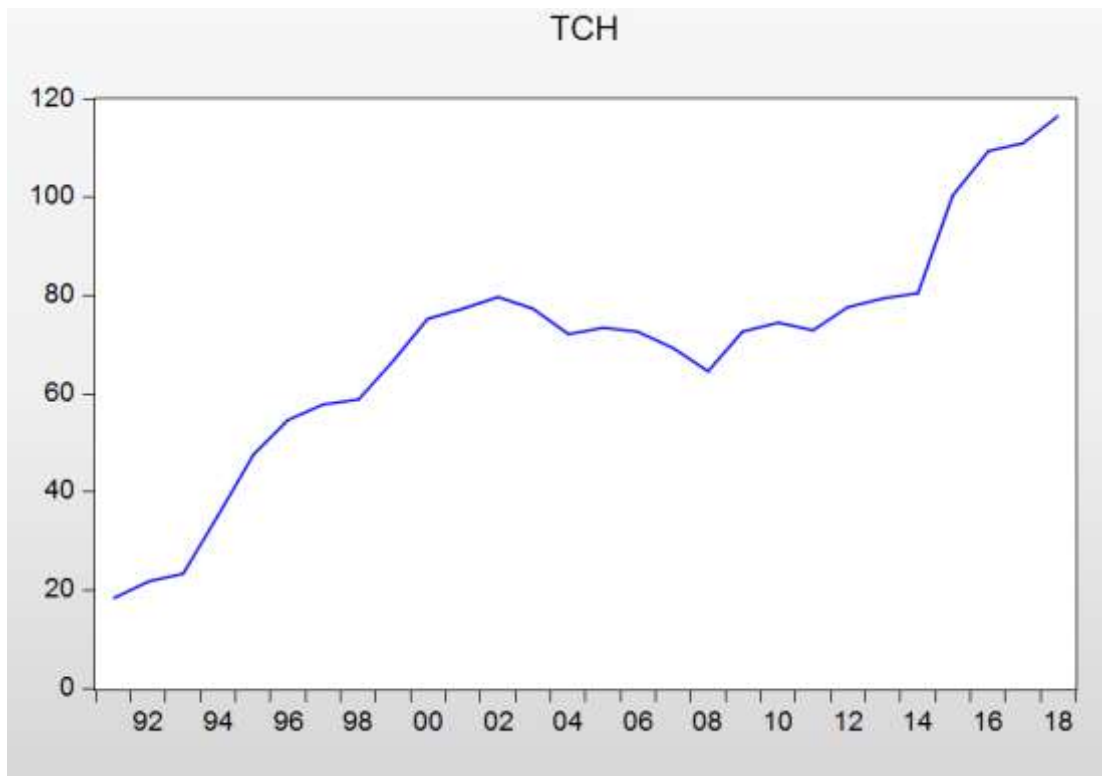
Source: Elaborer à partir de logiciel EVIEWS 10

A l'analyse de ce graphique nous remarquons que la série possède une tendance à la hausse donc elle n'est pas stationnaire.

Chapitre III- Etude économétrique de l'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique

➤ Le taux de change

Graph N° (2-3) : l'évolution de TCH en Algérie 1991-2018



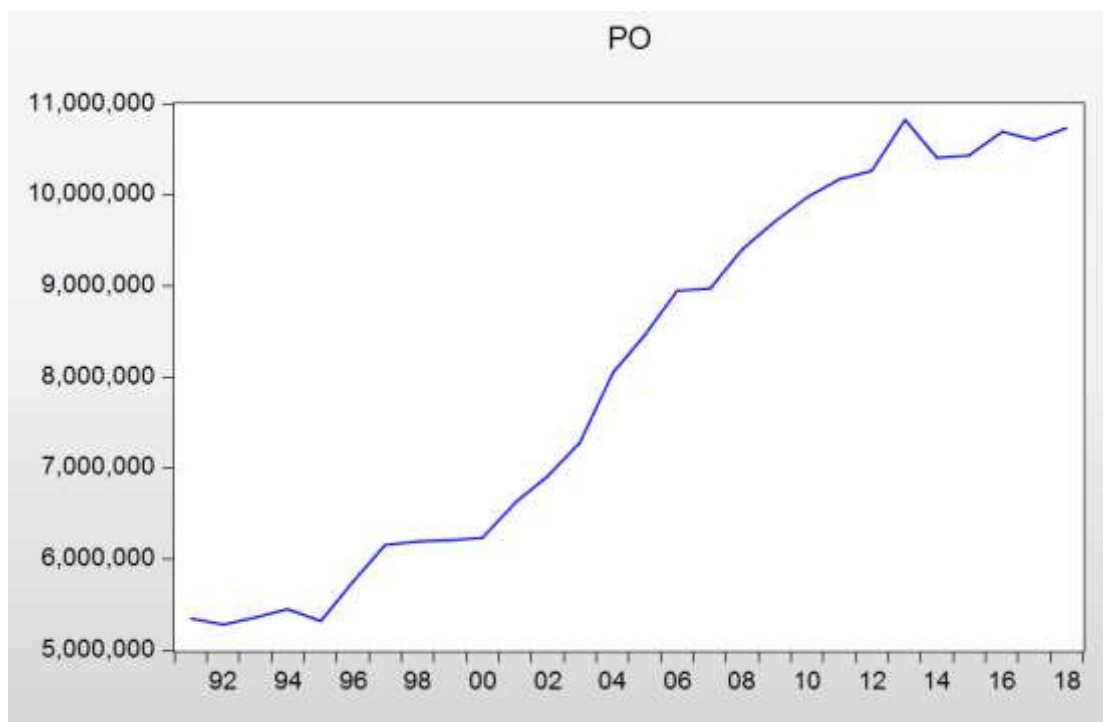
Source: Elaborer à partir de logiciel EViews 10

La série possède une tendance à la hausse donc elle n'est pas stationnaire.

Chapitre III- Etude économétrique de l'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique

➤ La population occupée

Graphe N° (2-4) : l'évolution de PO en Algérie 1991-2018

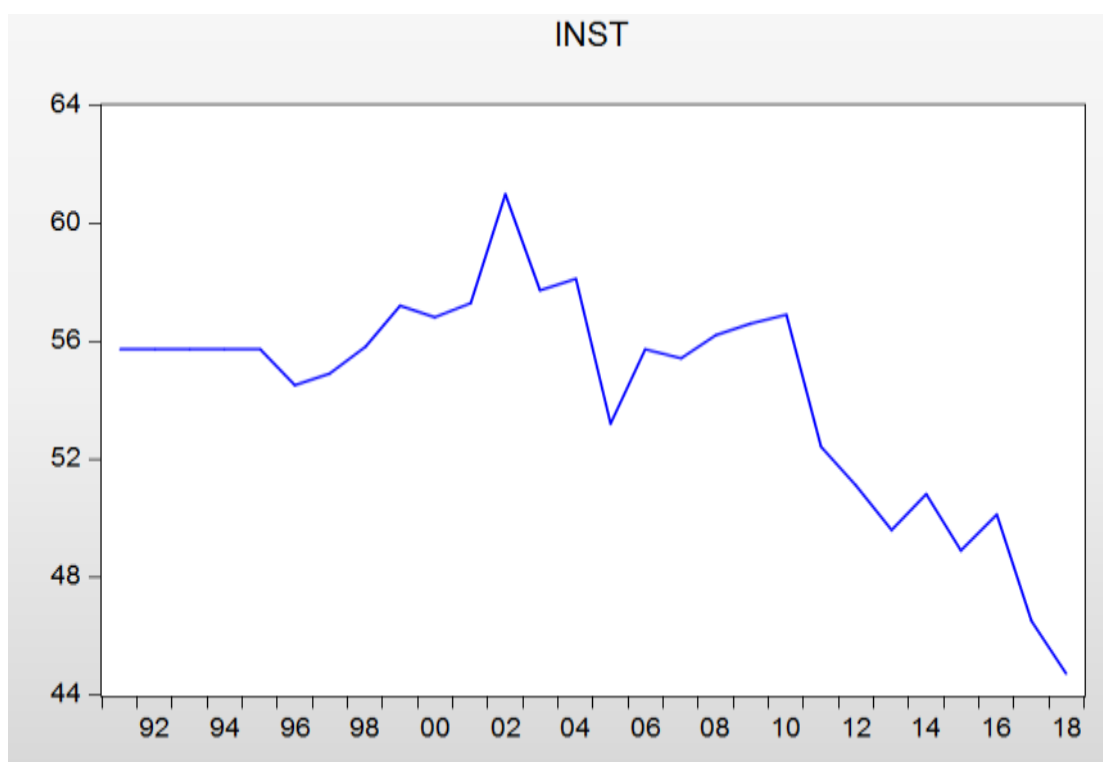


Source: Elaborer à partir de logiciel EVIEWS 10

Le graphe de la série de PO en Algérie a enregistré une tendance à la hausse, ce qui nous permet de dire que la série n'est pas stationnaire

➤ **Qualité institutionnelle (INST)**

Graphe N° (2-5) :l'évolution d'INST en Algérie 1991-2018



Source: Elaborer à partir de logiciel EVIEWS 10

Le graphe des INST nous montre qu'il possède des fluctuations à la baisse entre les années 1995, 2006 et 2009 ainsi que la série n'est pas stationnaire.

Chapitre III- Etude économétrique de l'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique

2.3 Test de la stationnarité de (Dickey-Fuller) des séries :

Tableau (2.1) : application de test de Dickey Fuller :

Les variables		Au niveau		Décision
		T _{calculée}	T _{tabulée}	
PIB	En niveau	M ₃ = 4,16	2,79	Stationnaire en niveau
ABFF	En niveau	M ₃ = 2,19	2,79	N'est pas stationnaire en niveau
		M ₂ = 1,39	2,54	
		M ₁ = 1,37	-1,95	
	En 1^{ère} différence	M ₁ = -0,65	1,95	n'est pas stationnaire
	En 2^{ème} différence	M ₁ = 4,58	-1,95	Stationnaire après la 1 ^{ère} différence
TCH	En niveau	M ₃ = 1,67	2,79	N'est pas stationnaire en niveau
		M ₂ = 1,90	2,54	
		M ₁ = 2,72	-1,95	
	En 1^{ère} différence	M ₁ = -2,79	-1,95	Stationnaire après la 1 ^{ère} différence
PO	En niveau	M ₃ = 1,41	2,79	N'est pas stationnaire en niveau
		M ₂ = 1,33	2,54	
		M ₁ = 3,76	-1,95	
	En 1^{ère} différence	M ₁ = -3,03	-1,95	Stationnaire après la 1 ^{ère} différence
INST	En niveau	M ₁ = -2,03	2,79	N'est pas stationnaire en niveau
		M ₂ = 0,08	2,54	
		M ₃ = - 1,07	-1,95	
	En 1^{ère} différence	M ₁ = - 6,20	-1,95	Stationnaire après la 1 ^{ère} différence

Source : Etabli par nous même à l'aide de logiciel Eviews 10

Chapitre III- Etude économétrique de l'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique

D'après les résultats, on remarque que les séries sont stationnaires soit en niveau, soit en différence

2.4 Estimation de la relation de long terme

a-Test de Co-intégration (l'approche Johansen)

Figure N° (3-1) : résultat dutest de Joh

Unrestricted Cointegration Rank Test (Trace)

Hypothesized No. of CE(s)	Eigenvalue	Trace Statistic	0.05 Critical Value	Prob.**
None *	0.759304	93.68548	69.81889	0.0002
At most 1 *	0.677947	56.65576	47.85613	0.0060
At most 2	0.470549	27.19673	29.79707	0.0969
At most 3	0.332309	10.66293	15.49471	0.2331
At most 4	0.006164	0.160760	3.841466	0.6885

Trace test indicates 2 cointegrating eqn(s) at the 0.05 level

* denotes rejection of the hypothesis at the 0.05 level

**MacKinnon-Haug-Michelis (1999) p-values

Source : Elaborer à partir de logiciel EVIEWS 10

D'après le test de Johansen, on remarque qu'il existe deux relations de cointégration à long terme entre les variables étudiées. Donc on passe à l'estimation d'une relation à court terme.

2.5. Estimation de la relation de court terme (modèle VAR)

La modélisation vectorielle autorégressive (VAR) a pour objectif de décrire les interdépendances entre un ensemble des variables à court terme. Afin d'étudier les liaisons entre les variables INST, PIB, ABFF, TXCH et PO nous avons procédé à la stationnarisation des séries chronologiques avant de déterminer l'ordre de VAR.

a) Choix du nombre de retard

La première étape consiste à déterminer l'ordre de retard du processus VAR à retenir.

Chapitre III- Etude économétrique de l'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique

A cette fin, nous avons construit le modèle VAR pour différents retards allant de 1 à 2, le VAR optimale est celui qui minimise les critères d'information d'AKAIKE et SCHWARS. Le tableau suivant donne les valeurs des critères AIC et SC.

FigureN°(3-2) : détermination nombre de retard

VAR Lag Order Selection Criteria
Endogenous variables: PIB ABFF TCH PO INST
Exogenous variables: C
Date: 08/31/20 Time: 14:14
Sample: 1991 2018
Included observations: 26

Lag	LogL	LR	FPE	AIC	SC	HQ
0	-1569.879	NA	2.82e+46	121.1445	121.3865	121.2142
1	-1396.951	266.0435	3.36e+41	109.7655	111.2171*	110.1835
2	-1360.197	42.40876*	1.73e+41*	108.8613*	111.5226	109.6277*

Source : Elaboré à partir de logiciel EVIEWS 10

Le nombre de retards qui minimise les critères d'Akaike et Schwarz est P=2

b) Estimation du modèle VAR

Chapitre III- Etude économétrique de l'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique

Figure N° (3-3) : Résultat d'estimation du modèle VAR

Vector Autoregression Estimates					
Date: 08/31/20 Time: 14:19					
Sample (adjusted): 1992 2018					
Included observations: 27 after adjustments					
Standard errors in () & t-statistics in []					
	PIB	ABFF	TCH	PO	INST
PIB(-1)	0.821845 (0.10515) [7.81561]	3.76E-06 (7.7E-06) [0.48787]	-1.96E-10 (2.8E-10) [-0.69479]	2.80E-05 (1.2E-05) [2.26975]	-5.04E-11 (1.0E-10) [-0.50327]
ABFF(-1)	679.0721 (727.166) [0.93386]	0.907057 (0.05331) [17.0150]	4.46E-06 (1.9E-06) [2.29081]	-0.210503 (0.08531) [-2.46750]	-1.28E-06 (6.9E-07) [-1.85306]
TCH(-1)	95359871 (3.3E+07) [2.90559]	-3494.980 (2406.03) [-1.45259]	0.915506 (0.08783) [10.4238]	1041.713 (3850.34) [0.27055]	0.032810 (0.03124) [1.05028]
PO(-1)	2333.902 (1206.92) [1.93376]	0.145754 (0.08848) [1.64729]	-9.78E-07 (3.2E-06) [-0.30291]	0.746528 (0.14159) [5.27229]	1.11E-06 (1.1E-06) [0.96742]
INST(-1)	3.47E+08 (2.1E+08) [1.64946]	-17770.20 (15430.0) [-1.15167]	0.038885 (0.56325) [0.06904]	14557.53 (24692.4) [0.58956]	0.366218 (0.20034) [1.82797]
C	-1.76E+10 (1.2E+10) [-1.52902]	80206.87 (843328.) [0.09511]	29.62856 (30.7844) [0.96245]	-1880380. (1349569) [-1.39332]	33.38769 (10.9497) [3.04918]
R-squared	0.998072	0.997960	0.963289	0.991338	0.830550
Adj. R-squared	0.997613	0.997474	0.954548	0.989275	0.790205
Sum sq. resids	6.97E+19	3.75E+11	499.4944	9.60E+11	63.19396
S.E. equation	1.82E+09	133604.7	4.877033	213806.2	1.734715
F-statistic	2174.657	2054.316	110.2066	480.6617	20.58611
Log likelihood	-610.6515	-353.5899	-77.70109	-366.2849	-49.79136
Akaike AIC	45.67789	26.63629	6.200081	27.57666	4.132693
Schwarz SC	45.96585	26.92425	6.488045	27.86462	4.420657
Mean dependent	1.40E+11	2955198.	71.18856	8161186.	54.22963

Source : Elaborer à partir de logiciel EVIEWS 10

L'estimation du modèle VAR nous donne l'équation suivante :

$$\text{PIB} = 0.821845345073 * \text{PIB} (-1) + 679.072148765 * \text{ABFF} (-1) + 95359870.7168 * \text{TCH} (-1) + 2333.90213904 * \text{PO} (-1) + 347166734.287 * \text{INST} (-1) - 17588951348.4$$

Chapitre III- Etude économétrique de l'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique

2.6 Tests sur les résidus

a-Test de normalité de jarqueberra

Figure N° (3-4) : Test de normality de jarqueberra

Component	Jarque-Bera	df	Prob.
1	1.325691	2	0.5154
2	0.071926	2	0.9647
3	1.800626	2	0.4064
4	0.123815	2	0.9400
5	1.345585	2	0.5103
Joint	4.667643	10	0.9122

*Approximate p-values do not account for coefficient estimation

Source: Elaborer à partir de logiciel EVIEWS 10

On remarque que les probabilités sont supérieur au 0,05% donc les résidus suivent une loi normal.

b- Test d'hétéroscédasticité

Test d'hétéroscédasticité des erreurs (white) est utilisé pour l'homoscédaticité des erreurs, ainsi le test consiste à vérifier la constance de la variance de l'erreur au fil du temps, la règle de décision du test est basée sur la significativité au seuil de 5% ou l'hypothèse d'homoscédaticité des erreurs est acceptée si la probabilité est supérieure à 0.05%, le résultat du test sur le tableau suivant :

Figure N° (3-5) : Test d'hétéroscédasticité

Joint test:		
Chi-sq	df	Prob.
171.0423	150	0.1150

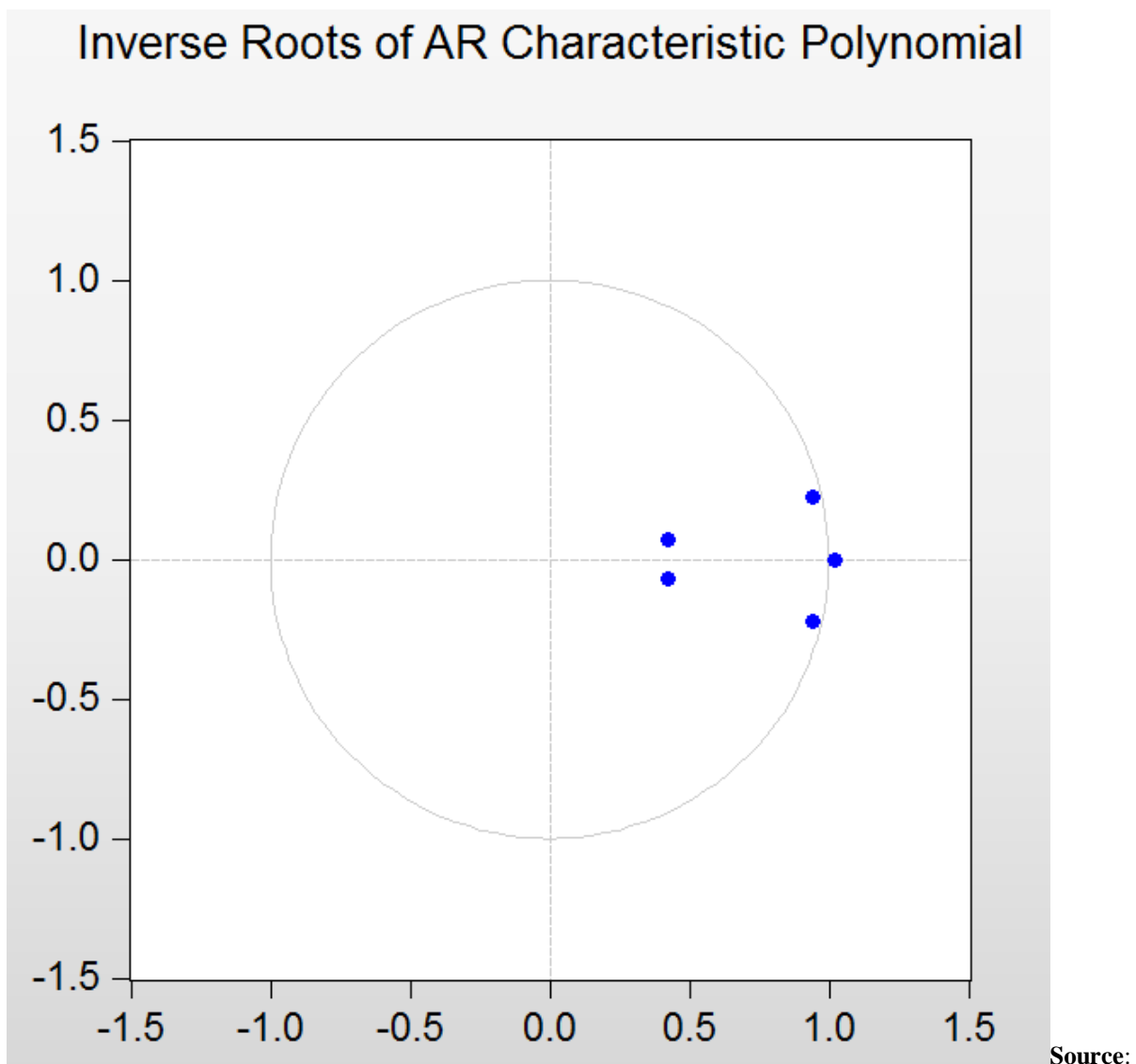
Source: Elaborer à partir de logiciel EVIEWS 10

Chapitre III- Etude économétrique de l'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique

En remarque que la probabilité est supérieur au 0,05% donc les résidus sont homoscédatiques.

c) Validation du model Vectoriel (Analyse de la stationnarité du modèle par le cercle de la racine unitaire)

Figure N° (3-6) : Cercle de la racine unitaire du modèle VAR



Source : Elaborer à partir de logiciel EViews 10

Afin de pouvoir valider notre modèle, nous allons effectuer le test de cercle de racine unitaire. Après avoir construit le cercle de la variable produit intérieur brut (PIB), on remarque que tous

Chapitre III- Etude économétrique de l'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique

les points sont à l'intérieur du cercle, ce qui signifie bien que les séries sont stationnaires et que les modèles VAR sont validés.

d) Teste de Causalité de Granger

Figure N° (3-7) : Test de causalité de Granger

Null Hypothesis:	Obs	F-Statistic	Prob.
ABFF does not Granger Cause PIB	26	0.34411	0.7128
PIB does not Granger Cause ABFF		6.63109	0.0059
TCH does not Granger Cause PIB	26	1.63513	0.2188
PIB does not Granger Cause TCH		1.58789	0.2279
PO does not Granger Cause PIB	26	1.29225	0.2956
PIB does not Granger Cause PO		4.86274	0.0184
INST does not Granger Cause PIB	26	2.63268	0.0955
PIB does not Granger Cause INST		2.26858	0.1282
TCH does not Granger Cause ABFF	26	1.68270	0.2100
ABFF does not Granger Cause TCH		2.83295	0.0814
PO does not Granger Cause ABFF	26	7.33203	0.0038
ABFF does not Granger Cause PO		1.54424	0.2368
INST does not Granger Cause ABFF	26	1.04264	0.3701
ABFF does not Granger Cause INST		6.96656	0.0048
PO does not Granger Cause TCH	26	4.34601	0.0263
TCH does not Granger Cause PO		1.15694	0.3337
INST does not Granger Cause TCH	26	3.60747	0.0450
TCH does not Granger Cause INST		0.99554	0.3863
INST does not Granger Cause PO	26	6.88500	0.0050
PO does not Granger Cause INST		1.80502	0.1891

Source: Elaborer à partir de logiciel EVIEWS 10

*PIB cause de sens de GRANGER ABFF donc il existe une relation unidirectionnelle au seuil de 5% entre ces deux variables car la probabilité $0,005 < 0,05$.

*PIB cause de sens de GRANGER PO donc il existe une relation unidirectionnelle au seuil de 5% entre ces deux variables car la probabilité $0,01 < 0,05$.

Chapitre III- Etude économétrique de l'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique

*ABFF cause de sens de GRANGER PO donc il existe une relation unidirectionnelle au seuil de 5% entre ces deux variables car la probabilité $0,003 < 0,05$.

*TCH cause de sens de GRANGER PO donc il existe une relation unidirectionnelle au seuil de 5% entre ces variables car la probabilité $0,02 < 0,05$.

*TCH cause de sens GRANGER INST donc il existe une relation unidirectionnelle au seuil de 5% entre ces variables car la probabilité $0,04 < 0,05$.

*PO cause de sens de GRANGER INST donc il existe une relation unidirectionnelle au seuil de 5% entre ces variables car la probabilité $0,005 < 0,5$.

Les résultats indiquent, qu'il existe quatre relations de causalité entre la variable PIB et ABFF, PIB et PO, ABFF et PO, TCH et PO, TCH et INST et entre la variable PO et INST car leurs probabilités associées sont inférieures à celle de la table au seuil de 5%.

Pour les autres variables les tests élimine toute relation de causalité.

Interprétation économique :

La qualité des institutions

Les résultats d'estimation de notre modèle montrent que la qualité des institutions a un effet positif sur la croissance économique, par conséquent, la faible croissance économique en Algérie est due à une mauvaise qualité des institutions. L'existence de mauvaises institutions a pour effet de décourager l'investissement productif, national soit-il ou étranger.

L'ABFF

Les résultats d'estimation de notre modèle montrent que l'ABFF a un effet positif sur la croissance économique. En effet, lorsque l'ABFF augmente, il y a plus d'investissement et par conséquent plus de production et donc une croissance économique

La population occupée

Les résultats d'estimation de notre modèle montrent que la population occupée a un effet positif sur la croissance économique et cela est compatible avec les enseignements de la théorie

Chapitre III- Etude économétrique de l'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique

économique car le travail est un facteur de production. Par conséquent, lorsque la quantité du travail augmente la production nationale augmente également.

Le taux de change

Les résultats d'estimation de notre modèle montrent que le taux de change a un effet positif sur la croissance économique. Cela s'explique par le fait que la dévaluation du dinar a un effet direct sur les importations et les exportations. En effet, la dévaluation du dinar a pour effet de décourager les importations qui deviennent plus chères et donc de stimuler la production locale.

Conclusion :

L'objectif principal de ce chapitre est de faire une analyse économétrique de l'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique en Algérie. Notre méthodologie est basée sur la modélisation de VAR

Nous avons tous d'abord procéder à la vérification de la stationnarité de nos séries, en utilisant le test de racine unitaire de Dickey Fuller (DF), les résultats obtenus montrent que nos séries ne sont pas stationnaires en niveau, pour cela nous avons appliqué la première et la deuxième différenciation afin de les rendre stationnaires. Ensuite, nous avons estimé un modèle VAR, afin de vérifier la dépendance de nos variables vis-à-vis du PIB (variable dépendante).

A l'issue de notre modélisation nous avons montré que les institutions économiques ont un impact positif sur la croissance économique et cela s'explique par le fait qu'une amélioration de la qualité de la réglementation, des progrès dans les finances, le commerce...etc. a pour effet de stimuler l'investissement local et étranger ce qui, à son tour, induit une augmentation de la production.

A l'aide du test de cercle de racine unitaire, nous avons pu valider notre modèle, une analyse de la causalité nous a permis au préalable de vérifier les relations existantes entre les variables, les résultats montrent qu'il y a de causalité entre les variables, produit brute intérieur (PIB) et l'accumulation brute des fonds fixes (ABFF), PIB et la population occupée (PO), taux de change (TCH) et PO, TCH et institution (INST), PO et INST. Tandis que le taux de change (TCH) n'a aucune relation avec le produit intérieur brut (PIB) et aussi avec l'accumulation brute des fonds fixes (ABFF) ni à court terme ni à long terme.

Conclusion générale

Conclusion générale

La croissance économique demeure toujours au cœur des débats économique et politique en effet, plusieurs pays souffrent de leur dépendance aux matières premières dont les prix sont très volatiles sur les marchés. Les études empiriques portant sur plusieurs pays attestent que les institutions exercent un effet positif sur la croissance économique. Donc, nous pouvons avancer que la qualité des institutions est vitale pour la relance de la croissance économique en Algérie, c'est ce que nous avons essayé de montrer dans ce mémoire.

Les bonnes institutions sont celles qui garantissent un bon fonctionnement économique et politique des pays à travers l'instauration d'un état de droit, la démocratie, droit de propriété, la lutte contre la corruption et dans l'activité du gouvernement...etc. Ainsi, l'existence de bonnes institutions, pour les pays les moins avancés, est un préalable nécessaire à leur prospérité.

Au terme de cette analyse, l'objectif de notre travail de recherche est de tester l'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique en Algérie, pour ce faire nous nous sommes d'abord intéressés à l'apport de la nouvelle économie institutionnelle et nous avons conclu que les institutions jouent un rôle fondamental dans la détermination de la croissance économique.

Dans un second lieu nous nous sommes intéressés à la qualité des institutions algériennes à travers l'analyse des données de la fondation héritage qui mesure la qualité des institutions économiques et les données de la banque mondiale qui a développé une approche intéressante pour mesurer la qualité des institutions politiques (gouvernance).

Enfin, nous avons opté pour une empirique dont l'objet était de tester l'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique en Algérie durant la période 1991-2018.

A l'aide du logiciel E-views, nous avons dans un premier temps, procédé à la vérification de la stationnarité de nos séries statistiques, et ce, par l'utilisation du test de racine unitaire de Dickey FULLER (DF), dont les résultats obtenus montrent que nos séries n'étaient pas stationnaires, donc, nous avons entrepris l'estimation d'une relation de long terme à l'aide du test de cointégration (approche de JOHANSEN), Ce qui nous a conduits à une estimation d'une relation de court terme, où nous avons procédé à la stationnarisation des séries par la différenciation, le choix du nombre de retards, l'estimation et la validation du modèle vectoriel. L'estimation économétrique a montré que les institutions ont un impact positif sur la croissance

Conclusion générale

économique en Algérie. Par ailleurs, le test de causalité de GRANGER, a confirmé l'absence d'une relation causale entre toutes les variables au seuil de 5%.

Finalement, on peut dire que même si les résultats du modèle ne montrent pas un lien direct entre les institutions et la croissance économique en Algérie, la réalité montre que la médiocrité de l'environnement institutionnel en Algérie (faible protection des droits de propriété, corruption, faible état de droit, bureaucratie, rigidité du système financier...) est associé à une économie peu performante. Cette économie est dominée par les activités de commerce et les services où la création des entreprises reste encore faible par rapport à d'autres pays en développement.

Annexes

Annexes

Annexe 01

Années	PIB	ABFF	TCH	PA	TCHO	PO	INST
1991	90912673948	215 778,60	18,4672	6735697	20,6	5348143,39	55,7
1992	92549104170	277 973,70	21,8717	6981431	24,379999	5279358,18	55,7
1993	90605572280	324 134,90	23,3503	7259986	26,23	5355691,71	55,7
1994	89790125257	407 545,10	35,0552	7539786	27,74	5448249,38	55,7
1995	93202145338	541 826,00	47,6489	7796586	31,84	5314153,01	55,7
1996	97023431871	639 447,10	54,7472	8049219	28,584999	5748349,82	54,5
1997	98090689561	638 119,70	57,6757	8251657	25,43	6153260,6	54,9
1998	1,03093E+11	728 754,10	58,7351	8460263	26,802	6192743,31	55,8
1999	1,06392E+11	789 798,60	66,5722	8670493	28,365	6211107,68	57,2
2000	1,10435E+11	852 628,70	75,2569	8880362	29,77	6236678,19	56,8
2001	1,13748E+11	965 462,50	77,2646	9106753	27,299999	6620609,5	57,3
2002	1,20118E+11	1 111 309,30	79,6829	9326409	25,9	6910869,1	61
2003	1,28767E+11	1 265 164,50	77,3947	9543850	23,719999	7280048,85	57,7
2004	1,34304E+11	1 476 902,60	72,0603	9763250	17,65	8040036,41	58,1
2005	1,42228E+11	1 691 640,30	73,3596	9984693	15,27	8460030,33	53,2
2006	1,44645E+11	1 969 457,90	72,6466	10196156	12,27	8945087,61	55,7
2007	1,49563E+11	2 462 124,40	69,3757	10400864	13,79	8966584,86	55,4
2008	1,53153E+11	3 228 343,20	64,5828	10601186	11,33	9400071,63	56,2
2009	1,55603E+11	3 811 419,10	72,6349	10800785	10,16	9703425,26	56,6
2010	1,61205E+11	4 350 922,30	74,3908	11075077	9,96	9971999,33	56,9
2011	1,6588E+11	4 620 306,80	72,8567	11294110	9,96	10169216,6	52,4
2012	1,7152E+11	4 992 412,00	77,5361	11533225	10,97	10268030,2	51,1
2013	1,76322E+11	5 690 894,40	79,3684	12002172	9,8199997	10823558,7	49,6
2014	1,83023E+11	6 446 692,20	80,5237	11585753	10,207	10403195,2	50,8
2015	1,89795E+11	7 062 259,90	100,4	11742189	11,206	10426359,3	48,9
2016	1,95868E+11	7 544 331,10	109,5	11904866	10,202	10690331,6	50,1
2017	1,98414E+11	7 697 957,70	111,0	12051687	11,996	10605966,6	46,5
2018	2,01192E+11	8 202 530,50	116,6	12173459	11,882	10727008,6	44,7

ANNEXES

Résultat de test de racine unitaire de la série PIB

Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.738555	0.0367
Test critical values:		
1% level	-4.339330	
5% level	-3.587527	
10% level	-3.229230	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(PIB)
 Method: Least Squares
 Date: 08/26/20 Time: 14:32
 Sample (adjusted): 1992 2018
 Included observations: 27 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PIB(-1)	-0.249530	0.066745	-3.738555	0.0010
C	2.01E+10	4.86E+09	4.130787	0.0004
@TREND("1991")	1.27E+09	3.05E+08	4.162849	0.0003
R-squared	0.502033	Mean dependent var		4.08E+09
Adjusted R-squared	0.460536	S.D. dependent var		2.44E+09
S.E. of regression	1.79E+09	Akaike info criterion		45.55703
Sum squared resid	7.72E+19	Schwarz criterion		45.70101
Log likelihood	-612.0199	Hannan-Quinn criter.		45.59984
F-statistic	12.09798	Durbin-Watson stat		1.655596
Prob(F-statistic)	0.000232			

Source : Réalisation à partir de logiciel Evirews

Résultat de test de racine unitaire de la série ABFF

Augmented Dickey-Fuller test statistic		-0.624926	0.9682
Test critical values:	1% level	-4.374307	
	5% level	-3.603202	
	10% level	-3.238054	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(ABFF)
 Method: Least Squares
 Date: 08/26/20 Time: 14:36
 Sample (adjusted): 1994 2018
 Included observations: 25 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
ABFF(-1)	-0.024243	0.038794	-0.624926	0.5391
D(ABFF(-1))	0.722863	0.211128	3.423819	0.0027
D(ABFF(-2))	-0.483840	0.276489	-1.749942	0.0955
C	-103871.0	94493.87	-1.099235	0.2847
@TREND("1991")	27696.43	12603.29	2.197555	0.0399
R-squared	0.727689	Mean dependent var		315135.8
Adjusted R-squared	0.673227	S.D. dependent var		242723.1
S.E. of regression	138750.4	Akaike info criterion		26.69560
Sum squared resid	3.85E+11	Schwarz criterion		26.93937
Log likelihood	-328.6950	Hannan-Quinn criter.		26.76321
F-statistic	13.36136	Durbin-Watson stat		2.065277
Prob(F-statistic)	0.000019			

Source : Réalisation à partir de logiciel Evirews

Augmented Dickey-Fuller test statistic		1.025365	0.9956
Test critical values:	1% level	-3.711457	
	5% level	-2.981038	
	10% level	-2.629906	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(ABFF)
 Method: Least Squares
 Date: 08/26/20 Time: 14:37
 Sample (adjusted): 1993 2018
 Included observations: 26 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
ABFF(-1)	0.018089	0.017642	1.025365	0.3159
D(ABFF(-1))	0.648936	0.179714	3.610940	0.0015
C	68235.84	48780.13	1.398845	0.1752
R-squared	0.629947	Mean dependent var		304790.6
Adjusted R-squared	0.597769	S.D. dependent var		243599.1
S.E. of regression	154494.7	Akaike info criterion		26.84187
Sum squared resid	5.49E+11	Schwarz criterion		26.98704
Log likelihood	-345.9444	Hannan-Quinn criter.		26.88368
F-statistic	19.57667	Durbin-Watson stat		1.625750
Prob(F-statistic)	0.000011			

Source : Réalisation à partir de logiciel Evirews

Augmented Dickey-Fuller test statistic		1.378252	0.9538
Test critical values:	1% level	-2.656915	
	5% level	-1.954414	
	10% level	-1.609329	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(ABFF)
 Method: Least Squares
 Date: 08/26/20 Time: 14:38
 Sample (adjusted): 1993 2018
 Included observations: 26 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
ABFF(-1)	0.024058	0.017456	1.378252	0.1808
D(ABFF(-1))	0.737458	0.171523	4.299462	0.0002
R-squared	0.598465	Mean dependent var		304790.6
Adjusted R-squared	0.581734	S.D. dependent var		243599.1
S.E. of regression	157544.0	Akaike info criterion		26.84660
Sum squared resid	5.96E+11	Schwarz criterion		26.94338
Log likelihood	-347.0058	Hannan-Quinn criter.		26.87447
Durbin-Watson stat	1.618828			

Source : Réalisation à partir de logiciel Evirews

Augmented Dickey-Fuller test statistic		-0.658310	0.4222
Test critical values:	1% level	-2.656915	
	5% level	-1.954414	
	10% level	-1.609329	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(ABFF,2)
 Method: Least Squares
 Date: 08/26/20 Time: 14:38
 Sample (adjusted): 1993 2018
 Included observations: 26 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(ABFF(-1))	-0.055268	0.083954	-0.658310	0.5164
R-squared	0.005594	Mean dependent var		17014.53
Adjusted R-squared	0.005594	S.D. dependent var		160803.9
S.E. of regression	160353.5	Akaike info criterion		26.84585
Sum squared resid	6.43E+11	Schwarz criterion		26.89424
Log likelihood	-347.9961	Hannan-Quinn criter.		26.85979
Durbin-Watson stat	1.754683			

Source : Réalisation à partir de logiciel Evirews

Augmented Dickey-Fuller test statistic		-4.582963	0.0001
Test critical values:	1% level	-2.674290	
	5% level	-1.957204	
	10% level	-1.608175	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(ABFF,3)
 Method: Least Squares
 Date: 08/26/20 Time: 14:39
 Sample (adjusted): 1997 2018
 Included observations: 22 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(ABFF(-1),2)	-2.512823	0.548297	-4.582963	0.0002
D(ABFF(-1),3)	1.316091	0.442166	2.976464	0.0081
D(ABFF(-2),3)	1.016349	0.352463	2.883561	0.0099
D(ABFF(-3),3)	0.482895	0.281673	1.714382	0.1036
R-squared	0.646474	Mean dependent var		17618.45
Adjusted R-squared	0.587553	S.D. dependent var		235789.5
S.E. of regression	151428.8	Akaike info criterion		26.85658
Sum squared resid	4.13E+11	Schwarz criterion		27.05496
Log likelihood	-291.4224	Hannan-Quinn criter.		26.90332
Durbin-Watson stat	1.708383			

Source : Réalisation à partir de logiciel Evirews

Résultat de test de racine unitaire de la série TCH

Augmented Dickey-Fuller test statistic		-2.023364	0.5620
Test critical values:	1% level	-4.356068	
	5% level	-3.595026	
	10% level	-3.233456	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(TCH)
 Method: Least Squares
 Date: 08/26/20 Time: 14:40
 Sample (adjusted): 1993 2018
 Included observations: 26 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
TCH(-1)	-0.201171	0.099424	-2.023364	0.0554
D(TCH(-1))	0.394163	0.190680	2.067141	0.0507
C	9.438967	4.079844	2.313561	0.0304
@TREND("1991")	0.466990	0.278725	1.675453	0.1080
R-squared	0.241426	Mean dependent var		3.643396
Adjusted R-squared	0.137984	S.D. dependent var		5.787486
S.E. of regression	5.373381	Akaike info criterion		6.341430
Sum squared resid	635.2110	Schwarz criterion		6.534983
Log likelihood	-78.43859	Hannan-Quinn criter.		6.397166
F-statistic	2.333927	Durbin-Watson stat		1.989554
Prob(F-statistic)	0.101768			

Source : Réalisation à partir de logiciel Evirews

Annexes

Augmented Dickey-Fuller test statistic		-0.889569	0.7759
Test critical values:	1% level	-3.699871	
	5% level	-2.976263	
	10% level	-2.627420	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(TCH)
 Method: Least Squares
 Date: 08/26/20 Time: 14:41
 Sample (adjusted): 1992 2018
 Included observations: 27 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
TCH(-1)	-0.042891	0.048216	-0.889569	0.3822
C	6.532029	3.436824	1.900601	0.0689
R-squared	0.030682	Mean dependent var		3.634548
Adjusted R-squared	-0.008091	S.D. dependent var		5.675284
S.E. of regression	5.698196	Akaike info criterion		6.389363
Sum squared resid	811.7358	Schwarz criterion		6.485351
Log likelihood	-84.25640	Hannan-Quinn criter.		6.417906
F-statistic	0.791333	Durbin-Watson stat		1.352221
Prob(F-statistic)	0.382178			

Source : Réalisation à partir de logiciel Evirews

Augmented Dickey-Fuller test statistic		2.723682	0.9975
Test critical values:	1% level	-2.653401	
	5% level	-1.953858	
	10% level	-1.609571	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(TCH)
 Method: Least Squares
 Date: 08/26/20 Time: 14:42
 Sample (adjusted): 1992 2018
 Included observations: 27 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
TCH(-1)	0.043958	0.016139	2.723682	0.0114
R-squared	-0.109376	Mean dependent var		3.634548
Adjusted R-squared	-0.109376	S.D. dependent var		5.675284
S.E. of regression	5.977601	Akaike info criterion		6.450249
Sum squared resid	929.0246	Schwarz criterion		6.498243
Log likelihood	-86.07837	Hannan-Quinn criter.		6.464521
Durbin-Watson stat	1.286691			

Source : Réalisation à partir de logiciel Evirews

Augmented Dickey-Fuller test statistic		-2.790361	0.0072
Test critical values:	1% level	-2.656915	
	5% level	-1.954414	
	10% level	-1.609329	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(TCH,2)
 Method: Least Squares
 Date: 08/26/20 Time: 14:42
 Sample (adjusted): 1993 2018
 Included observations: 26 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(TCH(-1))	-0.483318	0.173210	-2.790361	0.0099
R-squared	0.237358	Mean dependent var		0.084442
Adjusted R-squared	0.237358	S.D. dependent var		6.763222
S.E. of regression	5.906278	Akaike info criterion		6.427611
Sum squared resid	872.1031	Schwarz criterion		6.476000
Log likelihood	-82.55895	Hannan-Quinn criter.		6.441545
Durbin-Watson stat	1.997918			

Source : Réalisation à partir de logiciel Evirews

Résultat de test de racine unitaire de la série PO

Annexes

Augmented Dickey-Fuller test statistic		-1.459694	0.8185
Test critical values:	1% level	-4.339330	
	5% level	-3.587527	
	10% level	-3.229230	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(PO)

Method: Least Squares

Date: 08/26/20 Time: 14:43

Sample (adjusted): 1992 2018

Included observations: 27 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PO(-1)	-0.170485	0.116795	-1.459694	0.1573
C	953738.6	522696.6	1.824651	0.0805
@TREND("1991")	43062.58	30414.97	1.415835	0.1697

R-squared	0.081682	Mean dependent var	199217.2
Adjusted R-squared	0.005156	S.D. dependent var	252393.9
S.E. of regression	251742.4	Akaike info criterion	27.81464
Sum squared resid	1.52E+12	Schwarz criterion	27.95862
Log likelihood	-372.4976	Hannan-Quinn criter.	27.85745
F-statistic	1.067376	Durbin-Watson stat	1.628353
Prob(F-statistic)	0.359678		

Source : Réalisation à partir de logiciel Evirews

Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.353743	0.9038
Test critical values:	1% level	-3.699871
	5% level	-2.976263
	10% level	-2.627420

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(PO)

Method: Least Squares

Date: 08/26/20 Time: 14:44

Sample (adjusted): 1992 2018

Included observations: 27 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PO(-1)	-0.008617	0.024361	-0.353743	0.7265
C	267829.2	200155.0	1.338109	0.1929
R-squared	0.004980	Mean dependent var		199217.2
Adjusted R-squared	-0.034820	S.D. dependent var		252393.9
S.E. of regression	256750.5	Akaike info criterion		27.82078
Sum squared resid	1.65E+12	Schwarz criterion		27.91677
Log likelihood	-373.5806	Hannan-Quinn criter.		27.84933
F-statistic	0.125134	Durbin-Watson stat		1.770722
Prob(F-statistic)	0.726497			

Source : Réalisation à partir de logiciel Evirews

Augmented Dickey-Fuller test statistic	3.762895	0.9998
Test critical values:	1% level	-2.653401
	5% level	-1.953858
	10% level	-1.609571

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(PO)

Method: Least Squares

Date: 08/26/20 Time: 14:45

Sample (adjusted): 1992 2018

Included observations: 27 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PO(-1)	0.022971	0.006105	3.762895	0.0009
R-squared	-0.066284	Mean dependent var		199217.2
Adjusted R-squared	-0.066284	S.D. dependent var		252393.9
S.E. of regression	260624.5	Akaike info criterion		27.81588
Sum squared resid	1.77E+12	Schwarz criterion		27.86388
Log likelihood	-374.5144	Hannan-Quinn criter.		27.83015
Durbin-Watson stat	1.705541			

Source : Réalisation à partir de logiciel Evirews

Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.036001	0.0039
Test critical values:	1% level	-2.656915
	5% level	-1.954414
	10% level	-1.609329

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(PO,2)
 Method: Least Squares
 Date: 08/26/20 Time: 14:45
 Sample (adjusted): 1993 2018
 Included observations: 26 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(PO(-1))	-0.540573	0.178054	-3.036001	0.0055
R-squared	0.269031	Mean dependent var		7301.047
Adjusted R-squared	0.269031	S.D. dependent var		343038.0
S.E. of regression	293286.2	Akaike info criterion		28.05339
Sum squared resid	2.15E+12	Schwarz criterion		28.10178
Log likelihood	-363.6940	Hannan-Quinn criter.		28.06732
Durbin-Watson stat	2.294788			

Source : Réalisation à partir de logiciel Evirews

Résultat de test de racine unitaire de la série INST

Source : Réalisation à partir de logiciel Evirews

Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.415695	0.8329
Test critical values:	1% level	-4.339330
	5% level	-3.587527
	10% level	-3.229230

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(INST)
 Method: Least Squares
 Date: 08/31/20 Time: 13:50
 Sample (adjusted): 1992 2018
 Included observations: 27 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
INST(-1)	-0.209572	0.148035	-1.415695	0.1697
C	12.78980	8.665165	1.476002	0.1529
@TREND("1991")	-0.124771	0.061183	-2.039287	0.0526
R-squared	0.148430	Mean dependent var		-0.407407
Adjusted R-squared	0.077465	S.D. dependent var		1.991892
S.E. of regression	1.913186	Akaike info criterion		4.239856
Sum squared resid	87.84674	Schwarz criterion		4.383838
Log likelihood	-54.23806	Hannan-Quinn criter.		4.282669
F-statistic	2.091613	Durbin-Watson stat		2.390313
Prob(F-statistic)	0.145427			

Annexes

Source : Réalisation à partir de logiciel Evirews

Augmented Dickey-Fuller test statistic		-0.147585	0.9341
Test critical values:	1% level	-3.699871	
	5% level	-2.976263	
	10% level	-2.627420	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(INST)

Method: Least Squares

Date: 08/31/20 Time: 13:51

Sample (adjusted): 1992 2018

Included observations: 27 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
INST(-1)	-0.017915	0.121386	-0.147585	0.8839
C	0.571400	6.643653	0.086007	0.9321
R-squared	0.000870	Mean dependent var		-0.407407
Adjusted R-squared	-0.039095	S.D. dependent var		1.991892
S.E. of regression	2.030455	Akaike info criterion		4.325584
Sum squared resid	103.0687	Schwarz criterion		4.421572
Log likelihood	-56.39539	Hannan-Quinn criter.		4.354127
F-statistic	0.021781	Durbin-Watson stat		2.475046
Prob(F-statistic)	0.883854			

Source : Réalisation à partir de logiciel Evirews

Augmented Dickey-Fuller test statistic		-1.070100	0.2500
Test critical values:	1% level	-2.653401	
	5% level	-1.953858	
	10% level	-1.609571	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(INST)

Method: Least Squares

Date: 08/31/20 Time: 13:52

Sample (adjusted): 1992 2018

Included observations: 27 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
INST(-1)	-0.007493	0.007002	-1.070100	0.2944
R-squared	0.000575	Mean dependent var		-0.407407
Adjusted R-squared	0.000575	S.D. dependent var		1.991892
S.E. of regression	1.991320	Akaike info criterion		4.251806
Sum squared resid	103.0992	Schwarz criterion		4.299800
Log likelihood	-56.39938	Hannan-Quinn criter.		4.266077
Durbin-Watson stat	2.499966			

Source : Réalisation à partir de logiciel Evirews

Augmented Dickey-Fuller test statistic		-6.205767	0.0000
Test critical values:	1% level	-2.656915	
	5% level	-1.954414	
	10% level	-1.609329	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(INST,2)

Method: Least Squares

Date: 08/31/20 Time: 13:52

Sample (adjusted): 1993 2018

Included observations: 26 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(INST(-1))	-1.228065	0.197891	-6.205767	0.0000
R-squared	0.606182	Mean dependent var		-0.069231
Adjusted R-squared	0.606182	S.D. dependent var		3.222020
S.E. of regression	2.021977	Akaike info criterion		4.283731
Sum squared resid	102.2098	Schwarz criterion		4.332119
Log likelihood	-54.68850	Hannan-Quinn criter.		4.297665
Durbin-Watson stat	1.825719			

Source : Réalisation à partir de logiciel Evirews

Liste des tableaux

Liste des tableaux

Tableau N°01 : Distribution de la liberté économique globale

Tableau N°02 : indicateurs de la qualité des institutions économiques algériennes

Tableau N°03 : les indicateurs de la qualité des institutions politiques en Algérie

Tableau N°04 : les composantes de la qualité des institutions politiques dans un échantillon de 05 pays en 1996

Tableau N°05 : les composantes de la qualité des institutions politiques dans un échantillon de 05 pays en 2018

Tableau N°06 : Evolution du taux de croissance PIB (1989-2018)

Tableau N°07 : application de test de Dickey Fuller

Listes des figures et des graphes

Liste des figures

Figure N°01 : l'évolution de l'indice globale de liberté économique

Figure N°02 : la qualité des institutions économique en Algérie, Maroc, Chine, Turquie, France pour l'année 2017

Figure N°03 : la qualité des institutions économique en Algérie, Maroc, Chine, Turquie, France pour l'année 2020

Figure N°04 : l'évolution de l'indice globale de liberté politique

Figure N°05 : la qualité des institutions politique en Algérie, Maroc, Chine, Turquie, France pour l'année 2018

Figure N° 06 : évolution du processus de désindustrialisation en % du PIB (198-2011)

Figure N° : (3-1) : résultat du test de Joh

Figure N° : (3-2) : détermination nombre de retard

Figure N° : (3-3) : Résultat d'estimation du modèle VAR

Figure N° : (3-4) : Test de normality de jarqueberra

Figure N° : Test d'hétéroscédasticité

Figure N° : (3-6) : Cercle de la racine unitaire du modèle VAR

Figure N° : (3-7) : Test de causalité de Granger

Liste des graphes

Grappe N°01 : évolution du PIB en Algérie 1991-2018

Grappe N°02: évolution de l'ABFF en Algérie 1991-2018

Grappe N°03: évolution du TCH en Algérie 1991-2018

Grappe N°04: évolution du PO en Algérie 1991-2018

Grappe N°05: évolution de l'INST en Algérie 1991-2018

Bibliographie

Bibliographie

Ouvrages

- 1- Jeffrey A. Frieden-David A. Lake, Ouvrage : International political Economy, perspectives on Global and Wealth ; 2003 ; Fourth edition, Chapter 3 : Institutions and Growth : A Historical Introduction Douglass C.
- 2- Geoffrey M. Hodgson et Warren J. Samuels. The Elgar Companion to Institutional Economics, 2 vol., Aldershot: Edward Elgar, 1994. Repris par Foray (2010)
- 3- Robert W. Fogel, Railroads and American Economic Growth: Essays in Econometric History. Baltimore: Johns Hopkins Press, 1964. Repris par Gilles (2010).
- 4- Aoki M. « Fondements d'une analyse institutionnelle comparée », Paris, Albin Michel, 2006 (2001). Repris par Gilles (2010).
- 5- Daron Acemoglu; **ouvrage: Introduction to modern economic growth, 2011**; Princeton university press; USA; p9;
- 6- WALDNER.D, DUNFEE.E, 2011, « Les origines institutionnelles et l'économie politique comparative du Développement tardif », De Boeck université, Revue internationale de politique comparée, 2011/3-Vol.18.

Articles

- 1- Douglass North, Institution, 1991; the journal of Economic Perspectives Vol. 5, No. published by American association.
- 2- Douglass North, the role of institutions in economic development.
- 3- Douglass North; The new institutional economic and development, 1993; Economic History series number
- 4- Hodgson, the evolution of institutions: An agenda for research.
- 5- Martin J. Held- Hans G Nutzinger, Institution interact With economic actors : Plea for a general institutional economics ; 2003 ; international journal of social economics.

Thèses et Mémoire

- 1- Samira KHENDEK(2012) ; « le des institutions dans la croissance économique dans les pays en développement. » mémoire magistère, Université de Tlemcen.
- 2- KHALLAF Saddek (2012) « l'analyse de la croissance socio-économique de l'Algérie approche institutionnaliste modélisation économique » Thèse de doctorat, université de Sidi Bel Abbes.

Bibliographie

- 3- ABERKANE Hafid (2015) « institutions et croissance économique en Algérie» mémoire master, université de Bejaia
- 4- LAKHLEF Brahim, 2013, « Qualité des institutions : réformes et résultats économique».

Sites internet

- 1- <http://annotations.blog.free.fr/index.php?post/2013/03/04/Les-institutions-sont-le-d%C3%A9terminant-fondamental-de-la-croissance-%C3%A0-long-terme> consulté le 25/05/2020

2-Algerie : chronologie, par Olivier Perronet, le monde diplomatique, le 5 juillet 2012 Repris par Wikipédia, org.

Rapport et autres documents :

1- Banque mondiale (1999), Rapport sur le développement dans le monde, Éditions ESKA 75002 Paris. Repris par Foray(2010)

2-EL MORCHID Brahim, 2010, « la qualité institutionnelle constitue-elle une barrière à la relance économique ? Application à un échantillon de pays africains », Conférence Guy Mhone sur la renaissance et la relance des économies africaines, Dar es Salam, Tanzanie

Table des matières

Table des matières

Remerciement

Dédicaces

Liste des abréviations

Liste des figures

Liste des graphes

Liste des tableaux

Sommaire

Introduction générale.....1

Chapitre I : Aspect théorique relatif aux institutions et leur impact sur la croissance

Économique

Introduction.....4

Section01 : nouvelle économie institutionnelle et son apport.....4

1-1 présentation du courant.....4

1-2 Définition des institutions.....5

1-2-1- les institutions des organisations6

1-2-2 les institutions formelles7

1-2-3 les institutions informelles7

1-3 L'émergence et l'évolution des institutions8

1-3-1L'émergence des institutions8

1-3-2 Les individus apparaissent en premier8

1-3-3 les institutions émergent en premier8

1-3-4 le point de vue de Hodgson9

1-4- L'évolution des institutions10

1-4-1 l'échange personnel.....10

1-4-2 l'échange impersonnel10

1-4-3 L'applications des institutions.....13

Section 02 : institutions et croissance.....	13
2-1 le rôle des institutions dans la croissance	13
2-1-1 Les institutions, clé de la performance économique	14
2-1-2 les institutions telles qu'une structure d'incitations.....	15
2-1-3 Les institutions comme système de croyances partagées	17
2-2 relations institution et croissance économique	18
2-2-1 Les institutions créatrices de marché.....	20
2-2-2- Les institutions de réglementation de marché.....	20
2-2-3. Les institutions de stabilisation des marchés.....	20
2-2-4. Les institutions de légitimation des marchés.....	20
Conclusion.....	22
Chapitre II : la qualité des institutions et croissance économique en Algérie Introduction	
Introduction :.....	23
Section 01 : Les institutions économiques.....	23
1.1. L'évolution de la qualité des institutions économiques algérienne (1995-2020).....	24
1.2. Comparaison de la qualité des institutions politiques dans quelques pays.....	27
Section 02 : Les institutions politiques	28
2.1. L'évolution de la qualité des institutions politiques algériennes (1996-2018).....	29
2.2. Comparaison de la qualité des institutions politiques dans quelques pays.....	32
Section 03 : la croissance économique en Algérie (1962-2019)	34
3.1. Présentations de l'économie Algérienne	34
3.2. Evolution du taux de croissance PIB	37
3-3 la désindustrialisation en Algérie (1989-2011).....	38
Conclusion.....	41
Chapitre III : Etude économétrique de l'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique en Algérie	
Introduction.....	42
Section 01 : Présentation des instruments statistiques utilisés.....	42
1.1. Définitions.....	42

Table des matières

1.1.1. Séries chronologique.....	42
1.1.2. Processus aléatoire.....	43
1.1.3 Série stationnaire.....	43
1.1.4 La non- stationnarité : Les processus TS et DS	44
1.2. Etude de la stationnarité.....	45
1.2.1- Les tests de racine unitaire (teste de Dickey –Fuller 1979).....	45
1.3. La modélisation vectorielle.....	46
1.3.1. Présentation du modèle Vecteur Auto Régressif.....	46
1.3.2. Estimation et détermination du nombre de retards (p).....	47
1.3.3. Les applications du modèle VAR.....	48
1.3.3.1. La causalité au sens de GRANGER.....	48
1.3.3.2. L’approche d’ENGLE et Granger (1987).....	49
1.3.3.3. Approche multi-variée de cointégration de JOHANNSEN (2001)	49
1.3.4- La construction d’un modèle VECM.....	50
Section 02 : Variables et données utilisées.....	50
2.1 Le choix des variables.....	50
2.2Analyse graphique et statistique des variables.....	52
A. Graphique des séries temporelles.....	52
2.3Test de la stationnarité de (Dickey-Fuller) des séries	58
2.4 Estimation de la relation de long terme.....	59
2.5. Estimation de la relation de court terme (modèle VAR).....	59
a) Choix du nombre de retard.....	59
b) Estimation du modèle VAR.....	60
2.6 Tests sur les résidus.....	62
a-Test de normalité de jarqueberra.....	62
b- Test d’hétéroscédasticité.....	62
c) Validation du model Vectoriel (Analyse de la stationnarité du modèle par le cercle de la .racine unitaire).....	63
d) Teste de Causalité de Granger.....	64
Conclusion.....	66
Conclusion générale.....	71
Annexes	
Bibliographie	

Résumé

Le présent travail est consacré à l'étude de l'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique en Algérie durant la période qui s'étale de 1991 à 2018 et ce sur deux volets distincts : le premier illustre l'aspect théorique relatif aux institutions et à leur impact sur la croissance économique ainsi que la qualité des institutions économiques et politiques en Algérie. Le deuxième volet est, quant à lui, pratique, il est fondé sur une approche économétrique de type VAR. Dans ce cadre nous avons effectué des estimations sur des données annuelles de cinq variables, en l'occurrence: le PIB, l'accumulation brute des fonds fixes, le taux de change, la population occupée, et la qualité des institutions. A l'issue de cette étude, nous avons montré que la qualité des institutions est un facteur primordial de croissance économique en Algérie car toute amélioration de la qualité institutionnelle affecte positivement le PIB.

Mots clés : institutions économiques, institutions politiques, croissance économique, qualité institutions.

ملخص

يخصص هذا العمل لدراسة تأثير نوعية المؤسسات على النمو الاقتصادي في الجزائر خلال الفتر تمتد بي 1991-2018 و قسم الى جزئين منفصلين الاول يبين الجانب النظري المتعلق بالمؤسسات و لتأثيرهم على النمو الاقتصادي و بالتالي كما ان نوعية المؤسسات الاقتصادية و السياسية في الجزائر. و الجزء الثاني هو تطبيقي حول هذا الموضوع لذا يستند ذلك على البيانات السنوية على خمسة متغيرات وهي الناتج المحلي الخام تراكم الاجمالي للأموال الثابتة سعر الصرف السكان المحتملة نوعية المؤسسات الاقتصادية .

في نهاية هذه الدراسة اظهرنا ان جودة المؤسسات هي عامل ثلاثي للنمو الاقتصادي الجزائر لان اي تحسن في الجودة المؤسسية يؤثر بشكل ايجابي على الناتج المحلي الخام .

الكلمات الرئيسية المؤسسات الاقتصادية, المؤسسات السياسية, النمو الاقتصادي

Abstract

This work to study the impact of the quality of institution on economic growth in Algeria during the period from 1991 to 2018 and this on two distinct parts, the first illustrates the theoretical aspect relating to institutions and their impact on economic growth as well as the quality of economic and political institutions in Algeria. The second component is practical, it is based on an econometric approach of the VAR type, in this context we carried out estimates on annual data for five variables, in this case the GDP, the gross accumulation of fixed funds, the exchange rate, the employed population, and the quality of institutions.

We have shown that the quality of institutions is a key factor of economic growth in Algeria because any improvement in institutional quality positively affects the GDP

Key words : economic institution, economic political, economic growth